



# LOCALISER LES PACTES MONDIAUX

Premier rapport sur l’Action  
locale pour les migrants et  
les réfugiés  
2022



Codirigé par



En partenariat avec





Photo de couverture : Monrovia, capitale du Liberia, Afrique occidentale. Crédit : iStock, jbdodane.

Sur cette page : Centre d'information pour les migrants à Bogota (Colombie). Crédit : Administration municipale de Bogota.

Rapport disponible sur : [localaction.mayorsmechanism.org](http://localaction.mayorsmechanism.org)

Twitter : [@GFMDMayors](https://twitter.com/GFMDMayors) [@MayorsMigration](https://twitter.com/MayorsMigration) [@uclg\\_org](https://twitter.com/uclg_org) [@UNmigration](https://twitter.com/UNmigration) [@Refugees](https://twitter.com/Refugees)

Copyright © Mayors Migration Council, mai 2022

Concepteur : Urban-A

Le Mécanisme des Maires opère avec le soutien financier de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des bailleurs de fonds institutionnels du Conseil des maires sur les migrations (CMM) (fondations Open Society, Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse et Robert Bosch Stiftung).

La production de ce document a bénéficié de l'assistance financière de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ). Le contenu de cette publication engage la seule responsabilité des auteurs et ne pourrait être interprété comme reflétant les opinions de la GIZ.



GFMD  
**Mayors**  
**Mechanism**

# LOCALISER LES PACTES MONDIAUX

Premier rapport sur l'Action  
locale pour les  
migrants et les réfugiés

2022

Codirigé par



En partenariat avec





# EN BREF

## Le Mécanisme des Maires – dirigé conjointement par CGLU, le CMM et l'OIM

En décembre 2018, Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), le Conseil des maires sur les migrations (CMM) et l'Organisation internationale des Nations Unies pour les migrations (OIM) se sont réunis dans le but d'établir un point d'entrée formel des voix, des expériences et des demandes de politique des autorités gouvernementales locales et régionales (GLR) au Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), d'envergure étatique. Ensemble, ils ont instauré Le Mécanisme des Maires du FMMD, en vue d'une action mondiale plus judicieuse et plus téméraire qui rende la migration avantageuse pour tous.

Durant ses trois premières années d'existence, le groupe a établi un solide partenariat, pilotant de nouvelles méthodes de mobilisation de l'action mondiale propice à la réalisation des objectifs mondiaux et renforçant par ailleurs comme jamais encore l'accès direct et égal des GLR au FMMD.

Ce partenariat élargit aujourd'hui son modèle éprouvé à d'autres forums étatiques sur la migration et le déplacement forcé et lance, en collaboration avec l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), un Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés.

## L'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés

Les gouvernements locaux et régionaux se trouvent au cœur de la gouvernance des migrations et des déplacements forcés. Car c'est bien au niveau local que l'on observe les approches pragmatiques, raisonnées, axées sur la personne, qui accèdent aux objectifs poursuivis à l'échelle mondiale ou les dépassent même, comme ceux du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), du Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD).

Cautionné par le Secrétaire général de l'ONU, l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés cherche à capter cet engagement politique et cette vaste expérience pratique.<sup>1</sup> Il entend :

Accroître le nombre de GLR avalisant publiquement les pactes à travers la Déclaration des maires à Marrakech.

Recueillir et mettre en valeur les actions des GLR qui atteignent ou excèdent les objectifs des pactes, présenter ces actions et les engagements pris sur les plateformes en ligne officielles de l'ONU et les soumettre à leur examen.

Créer à la tête des GLR une cohorte de leaders résolus à assurer une robuste mise en œuvre des PMM et PMR afin de motiver le passage à l'échelle et l'investissement des États dans les pratiques locales, avec formation de nouveaux partenariats au créneau international.

L'Appel à l'action locale est un effort collaboratif entre les membres du comité directeur du **Mécanisme des maires – Cités et gouvernements locaux unis** (CGLU), **Conseil des maires sur les migrations** (CMM) et **ONU Migration** (OIM) —, exécuté en partenariat avec l'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR). Il bénéficie en outre du soutien d'autres partenaires et réseaux de villes associés.

# TABLE DES MATIÈRES

En bref	4
Table des matières	5
Introduction	6
Histoire du leadership local, objectifs mondiaux	10
Pleins feux sur les partenariats « local-mondial »	18
Appel à l'action locale : Soumissions 2022	24
Recommandations	46
Sigles et abréviations	48
Notes	49
Bibliographie	50
Remerciements	52



Photo : Centre local d'intégration pour migrants à Barranquilla, Colombie. Crédit : Mairie du district de Barranquilla

# INTRODUCTION

*Les gouvernements locaux sont les acteurs incontournables — au leadership souvent visionnaire — engagés dans la résolution de la problématique de la migration et du déplacement forcé. Chaque jour, partout dans le monde, des gouvernements locaux adoptent des mesures pragmatiques, axées sur la personne, qui engendrent les conditions propices à l'épanouissement des migrants, des personnes déplacées et des communautés. Cette action locale se traduit en réussites nationales à l'aune des objectifs mondiaux.*

La migration et le déplacement forcé sont des phénomènes principalement urbains. De plus en plus de communautés migrantes et déplacées se tournent vers les villes en quête d'opportunité et de sécurité — 70 pour cent des populations déplacées dans le monde se réfugient en milieu urbain<sup>2</sup> et un migrant international sur cinq met le cap sur l'une de 20 villes au monde seulement.<sup>3</sup> La migration vers les centres urbains s'effectue à l'intérieur des pays aussi bien qu'à l'échelle internationale. Plus de 50 pour cent de la population mondiale vivent aujourd'hui en milieu urbain. Ce pourcentage frôlera les 70 pour cent d'ici 2050.<sup>4</sup>

Face à l'urbanisation, le rôle essentiel des gouvernements locaux et régionaux (GLR) en termes d'établissement et de mise en œuvre de la politique sur les migrations et les déplacements forcés ne peut être nié ni sous-estimé.

Car les administrations locales et les maires et autorités exécutives qui les dirigent sont effectivement celles et ceux confrontés aux réalités journalières de la migration et des déplacements. Si les gouvernements nationaux gèrent les frontières et l'administration des visas, les GLR doivent souvent répondre aux besoins directs les plus importants des migrants et des réfugiés, qu'il s'agisse du logement, de l'éducation, des soins de santé ou de l'emploi.

Les GLR sont en quelque sorte les laboratoires d'essai et de réplication des solutions à ces problèmes pressants. À leurs sérieuses contraintes financières, leurs mandats juridiques restreints et à leurs défis politiques, les dirigeants locaux opposent l'audace de leur vision et le pragmatisme de leur action. Ils apportent des solutions inclusives qui bénéficient à tous, indépendamment de leur statut migratoire, dans le but de former des communautés équitables et dynamiques. De par leur proximité avec la population, les GLR possèdent aussi une expertise unique et la capacité d'articuler de nouvelles solutions aux problèmes émergents — de l'accès des migrants et des réfugiés aux soins durant la pandémie de COVID-19 à l'accueil des personnes déplacées par les situations de conflit et la crise du climat.

Les dirigeants locaux sont de plus en plus reconnus au titre de partenaires et d'acteurs

à proprement parler de la gouvernance des migrations. En 2016, avec l'adoption de la Déclaration de New York, les États membres de l'ONU ont pour la première fois reconnu le rôle des villes dans l'accueil initial des migrants et des réfugiés, convenant dès lors de renforcer la coopération avec les GLR<sup>5</sup> et s'engageant par ailleurs à élaborer un Pacte mondial sur les réfugiés (PMR) et un Pacte mondial pour

«

*L'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés offre un nouvel exemple encore de la pertinence des solutions locales dans la réalisation des objectifs mondiaux, propice à la localisation des ODD.*

»



**Emilia Saiz**  
Secrétaire générale,  
CGLU

des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM).<sup>6</sup>

Adoptés en 2018, les pactes PMR et PMM fixent d'ambitieux objectifs internationaux de gouvernance des migrations et de protection des réfugiés, visant en outre à accélérer le progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

À l'image de l'Accord de Paris sur le climat, un groupe de maires originaires du monde entier a saisi l'occasion de la négociation des pactes pour épurer l'inclusion d'objectifs téméraires dans les documents finaux. Ces maires se sont souvent montrés en avance sur les arguments de leurs gouvernements nationaux respectifs, proposant des positions plus progressistes concernant l'accès aux services indépendamment des questions de statut, d'identité juridique et de protection des migrants vulnérables. Leur investissement a porté ses fruits : les priorités des GLR et leur rôle essentiel dans les procédures à venir se reflètent dans les deux pactes adoptés.

Les maires ont par ailleurs établi la preuve de leur engagement en avalisant la Déclaration

«

*Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle indéniable dans la réalisation du Pacte mondial sur les migrations. Relier l'Appel à l'action locale à nos systèmes d'examen et d'engagement du PMM ne peut que favoriser le succès des États et l'impact du système onusien. Tout le monde y gagne.*

»



**Antonio Vitorino**  
Directeur général,  
ONU Migration

des maires à Marrakech, « Villes ensemble pour les migrants et les réfugiés », — promettant de faire progresser les PMM et PMR à l'unisson, de poursuivre leur participation sur la scène internationale et de passer à l'action directe dans leurs communautés pour améliorer la vie des migrants et des réfugiés.<sup>7</sup>

Afin d'élever l'engagement politique continu et la vaste expérience pratique des GLR à la hauteur des PMM et PMR et au-delà, Le **Mécanisme des Maires**, en partenariat avec le HCR, lance un **Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés** et publie le présent rapport sur la localisation des pactes mondiaux.

**Dans ce rapport inaugural, nous célébrons 70 actions de gouvernements locaux qui contribuent à la réalisation des PPM et PMR.**

Reconnu par le Secrétaire général de l'ONU dans son rapport de 2022 sur le PMM, cet Appel à l'action locale donne naissance à un recueil mondial des engagements pris par les GLR pour atteindre les objectifs de l'ONU et offre un dispositif d'élargissement et de soutien des actions existantes ou encore inédites.<sup>8</sup> Il offre un marché de solutions locales prêtes au passage à l'échelle ou à la réplication par coopération entre les villes ou à travers des mécanismes tels que le Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés (FMV), établi par les partenaires du Mécanisme des maires pour répondre aux besoins non satisfaits des villes

«

*De la mise en œuvre de projets de logement locaux à l'hébergement des personnes déplacées et à leur accès aux écoles et autres services sociaux essentiels, les villes sont les moteurs de l'établissement de milieux ouverts, inclusifs et solidaires à l'égard des réfugiés et des personnes déplacées. L'Appel à l'action locale redonne de l'élan à l'initiative et notre espoir est que de plus nombreuses villes encore se joignent au mouvement tandis que nous nous préparons au Forum mondial 2023 sur les réfugiés.*

»



**Filippo Grandi**  
haut-commissaire des  
Nations Unies pour les  
réfugiés

au soutien des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées face aux périls urgents de pandémies mondiales ou de la crise du climat.<sup>9</sup>

Ce document est le premier compte rendu de l'Appel à l'action locale et des efforts de localisation des PMM et PMR, que les GLR entendent soumettre au tout premier bilan mondial du PMM, à l'occasion du Forum d'examen des migrations internationales en 2022 (FEMI). L'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés est un programme continu et itératif du Mécanisme des maires et de ses partenaires, élaboré sur le modèle de robustes efforts locaux de localisation des ODD et de réalisation de l'Accord de Paris.<sup>10</sup> Le prochain rapport sera dressé à l'approche du prochain examen mondial de mise en œuvre du PMR, au Forum mondial 2023 sur les réfugiés.

«

*Plus qu'un recueil d'actions urbaines entreprises dans l'optique des Pactes mondiaux, l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés représente un marché de solutions qui n'attendent que l'impulsion des bailleurs pour être portées à l'échelle à travers le Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.*

»



**Vittoria Zanuso**  
directrice exécutive,  
Conseil des maires sur  
les migrations

Ce rapport présente un aperçu des points suivants :

- Ce que représente l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés et comment les GLR peuvent y répondre.
- En quoi l'Appel à l'action locale répond aux PMM, PMR et ODD.
- Progrès des GLR au soutien d'une gouvernance multilatérale plus inclusive de la migration et du déplacement forcé.
- Soumissions de GLR en réponse à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés.
- Recommandations pour l'avenir.

Tandis que le monde encaisse les chocs de la pandémie, des crises de réfugiés en Ukraine et en Afghanistan et d'une dégradation grandissante du climat, une fenêtre s'ouvre pour échapper au statu quo. Les ripostes efficaces et inclusives des gouvernements locaux et régionaux au soutien des migrants et des réfugiés, face à ces crises mondiales, aideront non seulement ceux qui se trouvent aujourd'hui dans les situations précaires, mais elles permettront aussi aux dirigeants locaux et mondiaux de bâtir pour l'avenir des communautés plus équitables, dynamiques et résilientes.

Rejoignez-nous pour répondre à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés. Ensemble, nous pouvons aider les dirigeants locaux à prêter assistance aux migrants et aux réfugiés et donner à l'action locale un impact mondial.



# RÉPONDRE À L'APPEL À L'ACTION POUR LES MIGRANTS ET LES RÉFUGIÉS

## L'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés, c'est quoi ?

L'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés ouvre la voie à la localisation du Pacte mondial sur les migrations (PMM) et du Pacte mondial sur les réfugiés (PMR), ainsi qu'à la reconnaissance des gouvernements locaux et régionaux (GLR) dans l'accès aux objectifs mondiaux.

Un effort collaboratif du comité directeur du Mécanisme des maires – Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), Conseil des maires sur les migrations (CMM) et ONU Migration (OIM) —, exécuté en partenariat avec l'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR), l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés est une initiative continue visant à :

- **Accroître le nombre de GLR avalisant publiquement les pactes PMM et PMR à travers la Déclaration des maires à Marrakech.**
- **Recueillir et mettre en valeur les actions locales audacieuses, axées sur la personne,** qui atteignent ou excèdent les objectifs des pactes PMM et PMR, pour faciliter le foisonnement d'idées, l'apprentissage entre pairs et la réplication.
- **Porter à la tête des GLR une cohorte de leaders reconnus dans la sphère publique,** voués à une solide mise en œuvre des PMM et PMR qui motive le passage à l'échelle, l'investissement et la formation de nouveaux partenariats d'envergure locale-nationale-mondiale.

## En se joignant à l'effort, à quoi doivent s'attendre les gouvernements locaux et régionaux ?

En répondant à l'Appel à l'action locale, les GLR s'engagent à mettre en œuvre les pactes PMM et PMR tout en poursuivant les ODD. Ils en tireront en retour les avantages suivants :

- **Reconnaissance** : Le leadership politique des maires et des dirigeants locaux est reconnu dans le mouvement mondial grandissant des GLR voués au message de la Déclaration des maires à Marrakech.
- **Connaissance** : Les GLR sont tenus au courant du processus mondial sur les migrations et le déplacement forcé, ainsi que des occasions d'apprentissage entre pairs et de renforcement de capacité.
- **Accès et visibilité** : Les actions soumises sont élevées à trois niveaux d'inventaires officiels intergouvernementaux — le PMM, le PMR et la plateforme FMMD pour les partenariats —, offrant un « guichet unique » de partage des actions des GLR à travers les systèmes de rapport étatiques officiels.
- **Influence** : En soumettant une action, les GLR sont mis en valeur aux rencontres et sommets intergouvernementaux officiels tels que, tous les quatre ans, le Forum d'examen des migrations internationales et le Forum mondial sur les réfugiés et, chaque année, le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD).

## Quelles actions locales comptent ?

L'appel trouve sa raison d'être dans la [Déclaration des maires à Marrakech](#), avalisée par les maires et représentants d'autorités locales en 2018.

La déclaration appelle à la reconnaissance pleine et formelle du rôle transformateur des GLR dans la mise en œuvre des PMM et PMR, ainsi qu'à leur engagement à en poursuivre les objectifs à l'unisson. Ces cadres sont ancrés dans les ODD et ouvrent une voie d'accès à leur réalisation à travers l'assurance d'une gouvernance des migrations et des déplacements forcés respectueuse des droits.

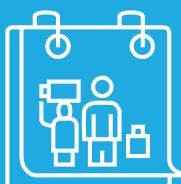
Dans la Déclaration des maires à Marrakech, les GLR s'engagent sur plusieurs axes prioritaires :

Améliorer la gouvernance locale des migrations et des déplacements forcés



Minimiser les facteurs de la migration et du déplacement forcé

Protéger les plus vulnérables



Assurer l'accès à l'infrastructure des villes, aux prestations sociales et à l'éducation, indépendamment du statut

Réaliser l'inclusion sociale



Éliminer toutes les formes de discrimination et favoriser un discours public factuel

Faciliter l'accueil et encourager les initiatives de parrainage communautaire



S'engager dans des partenariats régionaux et multilatéraux et accroître la coopération entre les villes

## COMMENT LES GOUVERNEMENTS LOCAUX PEUVENT-ILS REJOINDRE L'INITIATIVE ?

### 1RE ÉTAPE

**SIGNEZ** la Déclaration des maires à Marrakech et donnez ainsi votre aval politique aux pactes mondiaux.

### 2E ÉTAPE

**SOUMETTEZ** votre action et exposez ainsi comment vous accédez ou dépassez les objectifs des pactes mondiaux.

### 3E ÉTAPE

**ÉLARGISSEZ VOS CONNAISSANCES** en participant à nos initiatives de renforcement de capacité et d'apprentissage entre pairs.

Rejoignez le mouvement des dirigeants locaux qui produisent un impact mondial !  
Ajoutez votre voix sur [localaction.mayorsmechanism.org](http://localaction.mayorsmechanism.org)



# HISTOIRE DU LEADERSHIP LOCAL CONCERNANT LES OBJECTIFS MONDIAUX

*En 2018, l'ONU a adopté deux nouveaux cadres mondiaux sur la migration et le déplacement forcé. Les gouvernements locaux sont reconnus au titre de partenaires indispensables de leur réalisation et, depuis 2018, ils jouent un rôle de plus en plus important dans les discussions internationales de gouvernance sur les migrants et les réfugiés.*

## Cadres mondiaux

Dès 2016, l'échelle des mouvements de population et la nécessité d'améliorer la réponse à la migration et au déplacement forcé figuraient éminemment à l'ordre du jour international. L'adoption à l'ONU de la Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants en est le résultat, de même que l'engagement pris d'élaborer les pactes PMR et PMM. Dans la Déclaration de New York, les États membres reconnaissent pour la première fois le rôle des villes dans l'accueil initial des migrants et des réfugiés, convenant de renforcer à ce titre la coopération avec les GLR.

Les Pactes mondiaux sont le produit de processus distincts mais complémentaires engagés sur plus de 18 mois par et entre les gouvernements, les organismes de l'ONU, les organisations de la société civile, le secteur privé et les migrants et réfugiés eux-mêmes par l'entremise des organisations qui les représentent. Notablement, les GLR ne faisaient alors pas encore partie des intervenants officiels invités à participer formellement au processus.

Adoptés en 2018 et réexaminés à échéances quadriennales, les PMM et PMR fixent d'ambitieux objectifs internationaux sur la gouvernance des migrations et la protection des réfugiés, visant à accélérer en outre le progrès vers la réalisation des ODD.

## Pacte mondial sur les migrations

Le PMM est le tout premier accord intergouvernemental négocié à l'ONU sur la question d'une approche commune à la gestion des migrations internationales.

Ce pacte est né de la réalisation collective qu'aucun gouvernement ne peut à lui seul gérer efficacement la migration — qu'il s'agisse de réaliser pleinement le potentiel de la mobilité mondiale ou de protéger les

populations des aspects les plus délétères de la migration — hors coopération.

Le PMM définit 10 principes directeurs et 23 objectifs couvrant tous les aspects de la migration (selon une approche de « panorama à 360 degrés »). Chaque objectif est assorti d'une série de mesures possibles, inspirées des pratiques optimales, que les États et les parties prenantes sont encouragés à mettre en œuvre en vue d'atteindre le but visé. Sans être juridiquement contraignants, les principes directeurs, les objectifs et les mesures proposés dans le PMM reposent sur des obligations et des principes établis, étayés dans les ODD et en droit international des droits de l'homme.

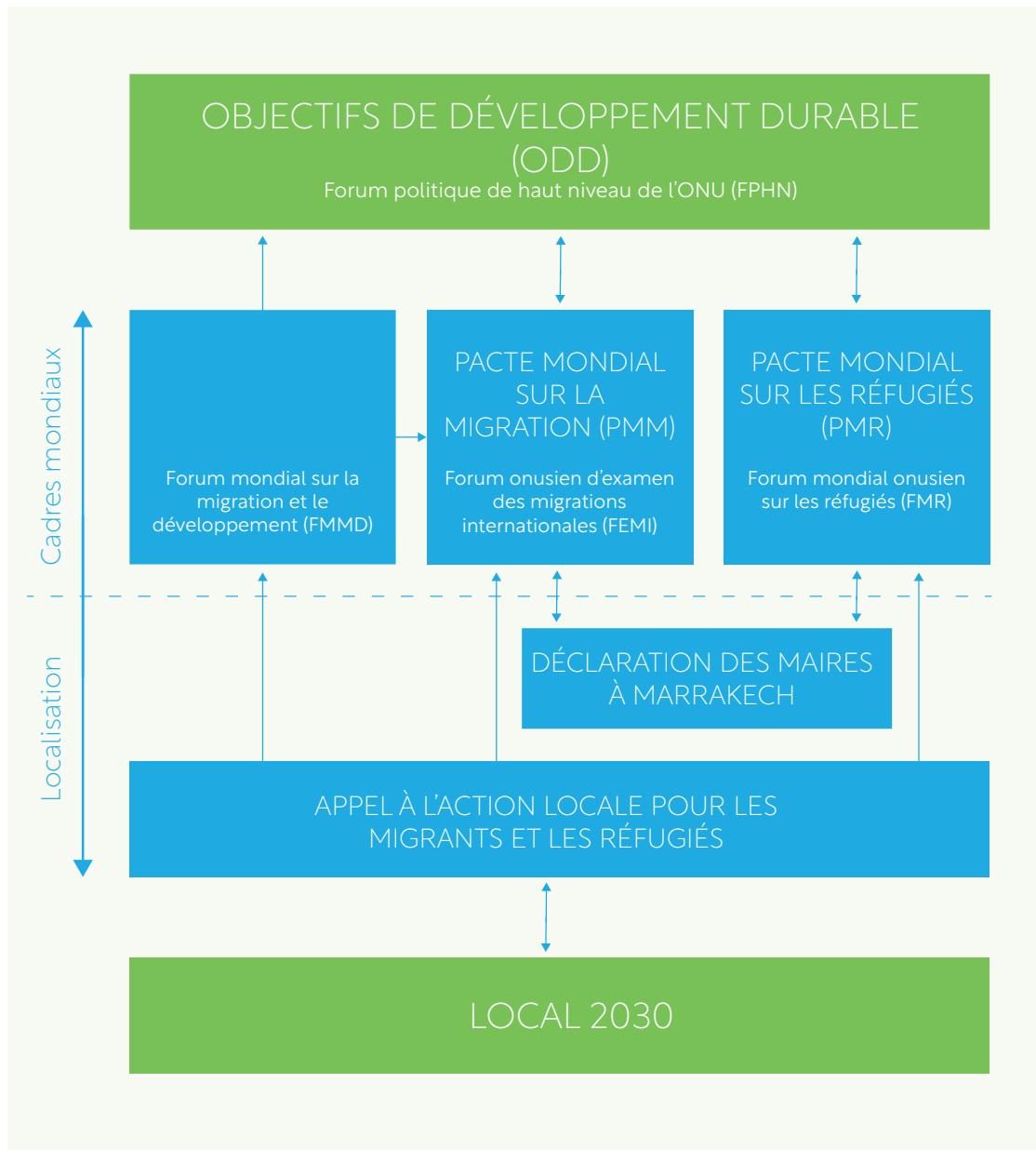
## Pacte mondial sur les réfugiés

Le PMR définit un cadre de partage de responsabilité plus prévisible et plus équitable, qui reconnaît qu'aucune solution durable à la situation des réfugiés ne peut être atteinte en l'absence d'une coopération internationale. Il donne la marche à suivre aux gouvernements, aux organisations internationales et autres parties prenantes, dans le but d'assurer que les communautés d'accueil obtiennent le soutien dont elles ont besoin et que les réfugiés puissent mener une vie productive. Le PMR relie explicitement le déplacement forcé aux ODD et cherche à assurer l'inclusion des réfugiés et des personnes déplacées dans les efforts d'accès à ces objectifs.

Les quatre objectifs spécifiques du PMR sont : alléger la pression qui pèse sur les communautés d'accueil ; renforcer l'autonomie des réfugiés ; élargir l'accès aux solutions dans des pays tiers et favoriser dans les pays d'origine les conditions d'un retour en sécurité et dans la dignité.

## PMR, PMM et ODD

En 2015, les États membres de l'ONU ont adopté le Programme de développement durable à



l'horizon 2030, lançant un appel universel à l'action pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer, d'ici 2030, paix et prospérité à toutes les populations. Constitué de 17 ODD, ce programme représente le produit d'un consensus multilatéral atteint entre les gouvernements et divers autres acteurs en vue d'une collaboration qui aboutissent sur une société plus égalitaire qui n'omette personne.

**Les pactes PMR et PMM sont complémentaires aux efforts mondiaux de promotion d'un développement durable. Ils sont explicitement liés aux ODD. À travers la mise en œuvre de ces deux pactes, les États et les parties prenantes contribuent directement à la réalisation des ODD.**

Le PMR et le PMM soutiennent tous deux les cibles visées dans les 17 objectifs des ODD, en veillant à ce que les migrants et les réfugiés ne soient pas laissés pour compte. Le PMM, en particulier, relève directement de l'engagement énoncé au titre de la Cible 10.7 des ODD : *Faciliter la migration et la*

*mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées.* Ensemble, ces cadres mondiaux reconnaissent la position des GLR de chaque continent aux premières lignes de la gestion d'impact de la migration et du déplacement forcé et de la promotion de sociétés inclusives, sûres et durables.

#### Les GLR dans les pactes mondiaux

À l'image de l'Accord de Paris sur le climat, un groupe de maires originaires du monde entier a saisi l'occasion de la négociation des pactes mondiaux pour encourager, depuis les lignes de front, l'inclusion d'objectifs téméraires dans les documents finaux, en avance, souvent, sur les positions de leurs gouvernements nationaux respectifs.

Lors des consultations avec les GLR, les maires et autres dirigeants locaux ont appelé le HCR et les États membres de l'ONU à « ouvrir le débat sur la politique relative aux réfugiés et aux opérations afférentes aux municipalités du monde qui les accueillent».11

Lors de la négociation du PMM, les GLR ont établi des positions communes et rencontré directement les États membres, conduisant à la rédaction du texte du Pacte.<sup>12</sup>

Grâce à cet effort diplomatique dédié et ciblé des GLR, la question fondamentale de l'accès non discriminatoire aux services, indépendamment du statut de migration, a été retenue dans le texte final du PMM. De plus, le rôle des GLR au niveau de la mise en œuvre, du suivi et de l'examen des pactes en a été formellement reconnu dans les deux documents. Cette reconnaissance a, plus que jamais, ouvert la voie à un meilleur accès des GLR à l'échelon mondial de la gouvernance des migrations et des déplacements forcés.

Dans le PMM, les GLR sont reconnus au titre d'acteurs fondamentaux dans la poursuite de tous les objectifs du pacte, en particulier en ce qui concerne la réduction des vulnérabilités et la protection des droits humains, l'assurance d'un accès sûr aux services de base indépendamment du statut de migration, la facilitation de l'intégration et la prévention de toutes formes de racisme ou de xénophobie et de toutes autres formes de discrimination. L'un des principes fondamentaux du PMM tient à l'approche de mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics, en vertu de laquelle il faut, « afin d'élaborer et d'appliquer des politiques et pratiques migratoires efficaces » mobiliser « tous les secteurs et à tous les niveaux de l'État ».<sup>13</sup>

Dans le PMR, le rôle essentiel joué par les gouvernements locaux et les réseaux de villes dans l'accueil initial des réfugiés est reconnu. Le texte précise que, en leur qualité de prestataires de services locaux, les GLR sont bien placés pour identifier les besoins particuliers des réfugiés et des communautés d'accueil et y répondre, pour encourager l'intégration et l'autonomie et pour favoriser l'accès aux moyens de subsistance, vers la réalisation du PMR.

Dès l'adoption des pactes, les maires ont du reste renforcé la preuve de leur engagement en adoptant la [Déclaration des maires à Marrakech](#), « Villes ensemble pour les migrants et les réfugiés » — promettant de faire progresser les principes et les objectifs des PMR et PMM à l'unisson, de poursuivre leur participation sur la scène internationale et de passer à l'action directe dans leurs communautés pour améliorer la vie des migrants et des réfugiés.

La Déclaration des maires à Marrakech a reçu l'aval de 150 dirigeants municipaux réunis à l'occasion du 5e Forum mondial des maires sur la mobilité humaine, la migration et le développement organisé en décembre 2018, parallèlement à la conférence officielle d'adoption du PMM.

### Construire un multilatéralisme plus inclusif

Depuis Marrakech, les GLR et leurs réseaux ont

réalisé de remarquables progrès, poursuivant sans relâche l'accès à la table des discussions sur la gouvernance des migrations mondiales et des déplacements forcés.

À la périphérie des débats voici quelques années à peine, les maires et les GLR sont de plus en plus reconnus pour leur apport de solutions, leur propulsion du progrès et l'affirmation de leur volonté politique au soutien des migrants et des réfugiés. Les GLR présentent désormais un point de vue critique qui, voici peu encore, faisait défaut au créneau des délibérations internationales où se décident les questions ayant trait à la gouvernance des migrants et des personnes déplacées.

Cela dit, si les GLR apportent une perspective importante de la problématique de la migration et du déplacement sur le terrain et de la façon dont les politiques s'exécutent dans la pratique, certains obstacles persistent à l'engagement des dirigeants locaux et à leur influence au niveau des débats — concernant notamment la discussion du partage des politiques, des questions abordées et de l'allocation des fonds.

### Forum mondial sur la migration et le développement

Créé en 2007, le [FMMD](#) rassemble gouvernements et décideurs politiques au sein du plus vaste processus étatique informel non contraignant existant à ce jour sur la migration et le développement. Le FMMD joue un rôle instrumental dans la promotion du dialogue et l'instauration de la confiance entre les acteurs en jeu. Il s'agit du reste d'une plateforme vouée à l'avancement de réponses locales, nationales, régionales et mondiales. Les dispositifs formels d'inclusion de la voix et de l'expertise de diverses parties prenantes en sont le Mécanisme de la société civile, le Mécanisme des entreprises, la Plateforme des jeunes et Le Mécanisme des Maires.

Au Sommet du FMMD de Berlin en 2017, les gouvernements locaux participant au 4e Forum mondial des maires sur la mobilité humaine, la migration et le développement, également à Berlin, ont été invités à donner leur point de vue. L'occasion aura marqué un « rapprochement » important entre les gouvernements locaux et le FMMD, après plusieurs années de plaidoyer ardent de la part des GLR et des organisateurs du Forum annuel des maires.

L'année suivante, alors qu'ils adoptaient simultanément les pactes PMM et PMR, les États membres du FMMD ont autorisé la création du Mécanisme des maires dans le but d'engager formellement les GLR dans le futur.

Codirigé par les trois partenaires — CGLU, CMM et OIM —, Le Mécanisme des Maires offre aux GLR des occasions d'apprentissage et d'échanges entre pairs. Il établit une plateforme d'interaction des GLR avec les

# JALONS

## 2015

- Les États adoptent les ODD

## 2016

- Les États adoptent la Déclaration de New York, reconnaissant les GLR aux premières lignes de l'accueil des migrants et des réfugiés

## 2018

- Les États adoptent les PMM et PMR, reconnaissant les GRL comme partenaires
- Les GRL avalisent les PMM et PMR dans la Déclaration des maires à Marrakech
- Fondation du Conseil des maires sur les migrations
- Établissement du Mécanisme des maires du FMMD, forgeant un partenariat entre CGLU, le CMM et l'OIM

## 2019

- Premier Forum mondial sur les réfugiés, GLR accueillis à un événement parallèle
- Forum des maires sur la migration et le développement intégré officiellement au FMMD
- Le Mécanisme des Maires teste l'Appel à l'action locale, collecte les engagements locaux aux PMM/PMR

## 2020

- Le FMMD intègre pleinement Le Mécanisme des Maires, élargissant plus que jamais l'accès des GLR au débat mondial sur la gouvernance des migrations
- GLR sont invités aux premiers examens régionaux du PMM

## 2021

- 200+ GLR échangent leurs meilleures pratiques pour atteindre les objectifs du PMR
- Les maires rejoignent les Réunions de hauts responsables pour l'examen de progression du PMR
- Le Mécanisme des Maires renouvelle son partenariat et élargit sa portée

## 2022

- Le Secrétaire général de l'ONU reconnaît le rôle fondamental des GLR dans la mise en œuvre du PMM
- Les GLR participent au tout premier Forum d'examen des migrations internationales
- Le Mécanisme des Maires lance l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés, créant une plateforme d'engagement devant permettre aux GLR d'atteindre les objectifs des PMM et PMR

États, la société civile et le secteur privé, tout en ouvrant aussi la voie à la promotion de solutions innovantes par le biais d'efforts tels que l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés.

Le FMMD 2020, sous les auspices du

gouvernement équatorien, a inauguré formellement l'accès des villes, et leur influence, dans le contexte d'un processus étatique sur la migration dans le monde. Quatre-vingts maires et représentants de plus de 50 villes ou régions ont convergé à la conférence, où l'engagement a été pris



de consulter et d'impliquer étroitement les autorités locales dans le processus et dans les activités futures du FMMD.

Le Mécanisme des Maires a continué à élargir, directement, ses activités et son partenariat avec les États, contribuant au Groupe de travail ad hoc du FMMD sur la COVID-19 et assumant la co-présidence du Groupe de travail ad hoc du FMMD sur les récits publics sur les migrations, aux côtés du Gouvernement du Canada et de celui de l'Équateur. Le Groupe de travail sur les récits est le tout premier où un groupe de parties prenantes aura été autorisé à assumer un rôle de leadership dans les activités du FMMD.

La campagne « It Takes a Community » (Il faut une communauté) en est née sur les réseaux sociaux, pour la promotion de récits positifs sur la migration et l'inclusion sociale glanés dans différentes communautés du monde.<sup>14</sup> Il s'agit d'une initiative multipartite menée avec les gouvernements nationaux, les gouvernements locaux, les entreprises, la société civile et l'organisation internationale pour mettre en valeur la façon dont les migrants, avec les membres de leur communauté, s'attellent à rendre leur milieu de vie et de travail plus productif, innovant et accueillant.

Continuant à introduire les GLR au cœur du FMMD, Le Mécanisme des Maires leur a, plus que jamais encore, assuré un accès égal au FMMD 2021 organisé aux EAU. Plus de 90 représentants de 48 GLR et réseaux de villes ont participé à la rencontre, assumant un rôle formel dans la majorité des événements du sommet.

Les GLR ont partagé leurs réponses à la pandémie de COVID-19 et appelé les gouvernements nationaux à améliorer ou établir des mécanismes de coordination de politique locale-nationale, à définir des mandats juridiques et budgétaires adéquats

pour assurer la protection des migrants dans les villes et à modifier les dispositifs de financement internationaux en vue d'un meilleur accès des villes aux ressources urgentes requises pour mieux servir leurs communautés.

Depuis 2021, le partenariat du Mécanisme des maires adapte son approche fructueuse du FMMD à d'autres forums étatiques sur la migration et le déplacement forcé reliés aux PMM et PMR.

#### Mise en œuvre et examen du PMR

Le Forum mondial sur les réfugiés (FMR) et la Réunion des hauts responsables (RHR) du HCR sont l'occasion d'examens mondiaux réguliers du PMR, en termes d'évaluation des progrès réalisés et de traduction des principes du pacte en action.

#### Forum mondial sur les réfugiés

Le [FMR](#) rassemble États, gouvernements locaux, représentants des réfugiés et autres acteurs pertinents tous les quatre ans pour suivre le progrès vers la réalisation du PMR et générer de nouveaux engagements et contributions.

À l'occasion du tout premier FMR en 2019, plus de 1 400 promesses ont été faites, d'assistance financière, de nouvelles politiques nationales inclusives et d'investissement dans l'énergie propre et l'infrastructure. Les GLR – de Durban, Bristol, Milan, São Paulo et autres – ont soumis leurs propres engagements, alignés sur le PMR, et participé à un événement parallèle. Sous les auspices du Conseil des maires sur les migrations, du gouvernement suisse et du réseau de réfugiés G-100, cet événement a procuré aux représentants des GLR un point d'entrée leur donnant accès au FMR en tant que groupe intéressé distinct non négligeable. La session aura servi de première étape de renforcement continu de la reconnaissance

des GLR dans la mise en œuvre du PMR et de modélisation de leur inclusion dans les rencontres d'examen futures du pacte.

### Réunion des hauts responsables

Organisée tous les deux ans par le HCR, après le FMR, la RHR fait le point sur les progrès réalisés et sur les difficultés rencontrées, veillant du reste à maintenir l'élan vers la réalisation du PMR.

La première RHR s'est tenue en 2021. En préparation à cette rencontre, 210 GLR représentant les quatre coins du monde ont, en septembre 2021, dressé l'inventaire de leurs contributions au PMR et soumis leurs recommandations à la RHR,<sup>15</sup> dans le cadre d'une session co-organisée par la Global Task Force on Migration, Le Mécanisme des Maires et d'autres partenaires. En novembre 2021, la Ville de Zurich a participé, en préparation à la RHR, à une table ronde sur les partenariats, s'engageant à organiser une rencontre dirigée par les maires lors du Forum mondial 2023 sur les réfugiés.<sup>16</sup> Profitant de cet élan, Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, et le maire de Gaziantep (Turquie) ont participé au programme officiel de la RHR 2021, élevant le rôle et les priorités des GLR.<sup>17</sup>

### Mise en œuvre du PMM et examen

Pour soutenir la mise en œuvre, le suivi et l'examen du PMM, les États membres ont établi le Réseau des Nations Unies sur les migrations et se sont engagés à effectuer régulièrement un examen régional du PMM et à tenir tous les quatre ans un Forum d'examen des migrations internationales (FEMI).

### Réseau des Nations Unies sur les migrations

Coordonné par l'OIM, le Réseau des Nations Unies sur les migrations a pour rôle d'appuyer le soutien systémique de l'ONU aux États membres dans la mise en œuvre du PMM.

Les GLR et leurs organisations se sont investies et ont collaboré étroitement aux activités du réseau. Le Mécanisme des Maires et CGLU font partie du groupe de travail 2.1 du réseau axé sur le renforcement du système des Nations Unies aux fins de la mise en œuvre du PMM, ainsi que du groupe 2.2 chargé des plans nationaux de mise en œuvre du PMM. Le CMM participe également au groupe voué à la priorité thématique 4 sur le changement climatique et la migration.

Il est aussi membre du comité directeur inaugural du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour la migration, un mécanisme de financement destiné à soutenir les projets de mise en œuvre du PMM. En sa qualité de représentant des GLR, le CMM a obtenu que le Manuel des opérations du Fonds inclue explicitement parmi les critères de sélection les projets axés sur les villes, contribuant par ailleurs à l'allocation de plus de 10 millions de dollars au profit de tels projets.

### Examens régionaux de la migration

Le PMM prévoit la tenue régulière *d'exams régionaux* des progrès réalisés dans la mise en œuvre, à compter de 2020, pour la gouverne du FEMI.

En 2020 et 2021, avec l'appui du Mécanisme des maires, les GLR ont participé activement aux cinq Examens régionaux du PMM organisés en Europe et Amérique du Nord, dans les États arabes, en Afrique, en Asie Pacifique et en Amérique latine et Caraïbes. Les réseaux de villes ont également fait preuve d'une participation active aux examens : CGLU et l'Alliance des villes ont organisé ensemble un événement parallèle sur l'Inclusion et l'intégration des migrants dans l'examen concernant l'Afrique.

### Rapport du Secrétaire général

Le Secrétaire général des Nations Unies est chargé par l'Assemblée générale de produire un rapport biennal sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PMM.

Le Mécanisme des Maires a préparé une soumission conjointe au rapport 2022 du Secrétaire général. Celui-ci affirme par conséquent que les gouvernements locaux jouent un rôle fondamental et « doivent être considérés comme des alliés dans les efforts visant à promouvoir et à mettre en œuvre le Pacte ». Le rapport reconnaît du reste directement l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés lancé par Le Mécanisme des Maires en tant qu'instrument important au profit de la localisation des objectifs mondiaux.<sup>18</sup>

Dans sa présentation du rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies, la directrice exécutive du Conseil des maires sur les migrations, Vittoria Zanuso, n'a pas manqué de promouvoir l'Appel à l'action locale et la déclaration commune des GLR, sous la conduite du Mécanisme des maires, en réponse au rapport.<sup>19</sup>

### Forum d'examen des migrations internationales

Le *FEMI* représente la principale plateforme intergouvernementale mondiale de discussion et partage des progrès réalisés dans la mise en œuvre de tous les aspects du PMM avec les États et les parties prenantes. À compter de 2022, le FEMI se tiendra tous les quatre ans sous les auspices du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et débouchera sur une Déclaration de progrès adoptée par l'Assemblée générale.

Soutenus et mobilisés par Le Mécanisme des Maires, les GLR et les réseaux de villes se sont engagés activement dans le processus de préparation du FEMI inaugural, visant notamment la série de dialogues thématiques, des contributions écrites au processus de consultation pour la Déclaration de progrès, ainsi que deux dialogues virtuels avec les missions des États membres de l'ONU : l'une avec les missions à Genève, en collaboration

avec le Geneva Cities Hub, l'autre avec les co-moderateurs de la Déclaration de progrès et les missions des États membres à New York.

Dans le cadre la **Semaine de la migration à l'ONU** en février 2022, Le Mécanisme des Maires et le secrétariat de l'équipe de travail mondiale des Gouvernements locaux et régionaux ont organisé ensemble un Briefing sur le FEMI, où les membres, le Réseau des Nations Unies sur les migrations et les partenaires de l'équipe étaient invités à se rencontrer, à échanger et à consolider la vision et les attentes des GLR avant de se rendre au FEMI.

Au soutien de l'Appel à l'action locale et en préparation au FEMI, CGLU a organisé, du 11 au 13 avril 2022, une première session d'apprentissage entre pairs sur la migration et le déplacement, intitulée « *Migration & Displacement in Contexts of Crisis : What are LRGs doing to save and protect lives?* » (Migration et déplacement dans les contextes de crise : que font les GLR pour sauver et protéger les vies ?) Le but était d'élargir les outils disponibles au niveau local pour réagir efficacement aux situations de migration et de déplacement urgentes, éclairer les GLR sur le FEMI et affiner leurs messages en préparation au FEMI.

Le Mécanisme des Maires a publié une documentation de référence sur chacun des quatre domaines thématiques du FEMI, offrant un aperçu de l'action locale et des recommandations de politique propres à chacun.<sup>20</sup> De plus, le groupe thématique relatif au climat du Réseau des Nations Unies sur les migrations doit publier une cartographie de base concernant la mise en œuvre des engagements pris pour faire face à la problématique de la mobilité humaine dans les contextes des catastrophes et du changement climatique en vertu du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM), comprenant notamment une dimension urbaine suivant l'apport de l'équipe C40-MMC Global Mayors Task Force on Climate and Migration.

Quant au FEMI 2022 en soi, Le Mécanisme des Maires a mobilisé une délégation de représentants des maires et des gouvernements locaux de 18 villes du monde, appelés à participer et à partager leurs points de vue et leur expertise. Le présent rapport et l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés seront lancés dans le cadre d'un événement parallèle officiel au FEMI, réunissant maires, gouvernements nationaux et autres parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé et les agences de l'ONU.

## Objectifs de développement durable

**Forum politique de haut niveau**  
Organisé chaque année, le **Forum politique**

**de haut niveau sur le développement durable** (FPHN) est la plateforme centrale de l'ONU pour le suivi et l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 ODD.

Dans la Déclaration ministérielle du FPHN en 2021, les États membres ont réaffirmé l'importance de faciliter la migration de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, reconnaissant par ailleurs les contributions positives des migrants à la croissance inclusive et au développement durable. Les ministres ont reconnu que la pandémie de COVID-19 a sapé les capacités des GLR à assurer les services de base et se sont engagés à les autonomiser pour qu'ils puissent assumer eux-mêmes les ODD, tout en encourageant un partenariat innovant suivant l'approche de mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics.<sup>21</sup>

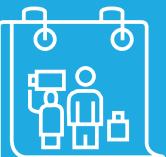
Avec l'aide de l'équipe de travail mondiale des Gouvernements locaux et régionaux et l'apport du Mécanisme des maires, les GLR ont appelé le FPHN à promouvoir la gouvernance multi-niveau, à renforcer leur rôle et leurs ressources et à inclure leur participation à la table des décisions. Les GLR ont réitéré leur engagement à rééquilibrer le récit sur la migration, à mettre en œuvre des actions locales qui favorisent la gouvernance de la migration basée sur les droits et à localiser tous les programmes de développement universel.<sup>22</sup>

## Examens locaux et sous-nationaux volontaires

Les GLR et leurs associations se sont efforcés d'élargir la localisation des ODD par le biais d'**examens locaux et sous-nationaux volontaires** (ELV), sur le modèle du processus d'examen national volontaire applicable aux États membres. À travers les ELV, les gouvernements locaux peuvent mettre en valeur leurs pratiques inclusives en faveur de l'intégration des migrants et des réfugiés, de façon alignée sur le PMM et le PMR.

À l'occasion de chaque FPHN, quelques journées d'examens locaux et sous-nationaux volontaires sont également prévues afin d'offrir un espace d'échange, d'apprentissage mutuel et de réflexion commune à tous les gouvernements et parties prenantes engagés dans la promotion de la localisation, du suivi des ODD et des rapports afférents.

La Déclaration ministérielle du FPHN qualifie les ELV d'outils précieux, propices au suivi des progrès réalisés et favorables aux échanges dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Ces deux dernières années, le nombre d'ELV a doublé dans le monde. Les gouvernements nationaux commencent à voir dans ces examens locaux une alliance naturelle à leurs propres efforts de mise en œuvre, de suivi et de rapport. Il est essentiel d'accroître la participation des GLR dans les processus ELV et de porter à l'échelle la pratique des rapports locaux et sous-nationaux.

Thèmes de l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés	Objectifs du PMM	Cibles du PMR	ODD	
	1. Améliorer la gouvernance locale des migrations et des déplacements forcés	Objectif 23	Par. 17-19 Par. 33-44  <u>Cible :</u> Partage des responsabilités	Objectif 17
	2. Minimiser les facteurs de la migration et du déplacement forcé	Objectif 2	  <u>Cible :</u> Solutions	Objectif 1, 2, 3, 13, 16, 17
	3. Protéger les plus vulnérables	Objectif 7	  <u>Cible :</u> Capacité de protection	Objectif 1, 5, 8, 10, 16, 17
	4. Assurer l'accès à l'infrastructure des villes, aux prestations sociales et à l'éducation, indépendamment du statut	Objectif 15	Par. 66  <u>Cible :</u> Santé Éducation Énergie et infrastructure	Objectif 1, 3, 4, 6, 7, 11, 16
	5. Réaliser l'inclusion sociale	Objectif 16	Par. 97-199  <u>Cible :</u> Emplois et moyens d'existence	Objectif 10, 11, 16, 17
	6. Eliminating Éliminer toutes les formes de discrimination et favoriser un discours public factuel	Objectif 17	  <u>Cible :</u> Capacité de protection	Objectif 8, 10, 16, 17
	7. Faciliter l'accueil et encourager les initiatives de parrainage communautaire	Objectif 7 et 15	Par. 37  <u>Cible :</u> Solutions	Objectif 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 16, 17
	8. S'engager dans des partenariats régionaux et multilatéraux et accroître la coopération entre les villes	Objectif 23	Par. 38  <u>Cible :</u> Partage des responsabilités	Objectif 17

*Les actions soumises à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés contribueront à une meilleure gestion de la migration et des déplacements forcés au niveau local, conformément à tous les objectifs et principes directeurs du Pacte mondial sur les migrations et aux objectifs et domaines d'intervention du Pacte mondial sur les réfugiés, qui permettent tous deux d'atteindre les objectifs de développement durable.*

# PLEINS FEUX SUR LES PARTENARIATS LOCAUX-MONDIAUX

## LOCALISATION DE LA GOUVERNANCE

### Cadre d'indicateurs de gouvernance des migrations au niveau local

En 2018, l'OIM a défini les [indicateurs de gouvernance des migrations au niveau local](#) (IGM locaux) pour aider les GLR à tenir l'inventaire de leurs politiques et stratégies de migration en place et pour encourager le dialogue entre les gouvernements nationaux et locaux. Comptant plus de 80 indicateurs, il s'agit d'un processus volontaire et consultatif qui donne aux gouvernements locaux l'occasion de jeter un regard introspectif sur les politiques, les programmes et les structures qu'ils ont mis en place pour gérer les migrations.

Depuis leur inauguration, plus de 50 gouvernements locaux dans le monde ont appliqué ces IGM locaux, pour beaucoup dans le but d'éclairer la mise au point de leurs politiques et de leurs activités de renforcement de capacité. Par exemple, à São Paulo (Brésil), ces indicateurs ont servi de base à l'élaboration du Plan municipal 2021-2024 des politiques d'immigration, en alignement direct sur le PMM, le PMR et les ODD et que la ville a présenté en réponse à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés. À Johannesburg (Afrique du Sud) et à Dublin (Irlande), l'exercice s'inscrira dans l'effort d'examen de la politique sur l'intégration des migrants et de la stratégie d'intégration et interculturelle (2021-2025), respectivement.



## LOCALISATION DU FINANCEMENT

### Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés

Le [Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés](#) (FMV) répond aux besoins non satisfaits des villes dans leur assistance aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées en situation d'urgence. En attribuant directement ses fonds aux villes pour la mise en œuvre de programmes de leur propre conception, le FMV établit des précédents de viabilité fiscale au niveau d'administrations municipales souvent omises par les bailleurs à faible tolérance de risque.

Le FMV est dirigé par le CMM en partenariat avec cinq grands partenaires stratégiques : C40 Cities, OIM, CGLU, UN-Habitat et HCR. Chaque partenaire stratégique apporte aux villes bénéficiaires une assistance technique et de coordination sur le terrain, les conseille sur l'élaboration de leurs projets et amplifie l'impact du FMV à l'échelle mondiale.

La section inaugurale du FMV, le Fonds mondial des villes pour une riposte inclusive à la pandémie (Global Cities Fund for Inclusive Pandemic Response - GCF :IPR), assiste 10 villes grâce aux contributions des fondations Open Society et de la Conrad N. Hilton Foundation. Au-delà de cette phase initiale, le CMM s'est associé à la Robert Bosch Stiftung pour former une nouvelle section du FMV, le Fonds mondial des villes pour l'action inclusive pour le climat (Global Cities Fund for Inclusive Climate Action - GCF :ICA), annonçant au FEMI quatre villes d'Afrique au titre de premières bénéficiaires. Cinq autres seront annoncées plus tard dans l'année, grâce à de nouvelles contributions reçues de la fondation IKEA.

En mai 2022, le FMV avait récolté plus de 4,5 millions de dollars, offrant un financement direct à 20 administrations municipales en vue d'améliorer les conditions de vie de plus de 15 000 migrants, personnes déplacées et marginaux et de la constitution d'un vivier évolutif pouvant bénéficier au financement d'autres villes dans d'autres régions.

*Les gouvernements locaux ne sont pas isolés. Les partenaires à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés ont établi, chacun, des outils spéciaux de soutien et d'assistance aux gouvernements locaux dans leur effort au service des communautés migrantes et réfugiées.*

## LOCALISATION DE CAPACITÉ

### Échanges d'apprentissage entre pairs de CGLU pour l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés

Parmi les principaux partenaires de l'Appel à l'action locale, CGLU s'attelle à renforcer la capacité locale des PMM et PMR au moyen d'un référentiel d'apprentissage individuel et collectif des GLR. Cette « boîte à outils » proposera les ressources, expériences et méthodes des partenaires et autres participants à l'Appel à l'action, à l'usage et pour l'apprentissage des GLR. Au-delà d'un contexte favorable à l'établissement de cadres juridiques, l'enrichissement de l'action locale sur la question des migrations et du déplacement forcé exige une capacité locale – ressources, compétences et connaissances – pour la mise en rapport entre les réalités territoriales et les objectifs mondiaux. L'apprentissage entre pairs des GLR se distingue en tant que méthode efficace, pragmatique et accessible utile à la reproduction et à l'enrichissement des politiques locales, comme l'a démontré le processus de localisation de l'Agenda 2030.

À travers l'apprentissage entre pairs, l'Appel à l'action locale élargira l'impact de cette action par la résolution efficace et durable des situations urgentes de migration et de déplacement, mais aussi par le renforcement de la coordination entre les territoires et les différents niveaux de gouvernement. Tirant les leçons des difficultés et des succès accumulés par les membres et partenaires de CGLU, l'axe d'apprentissage entre pairs de l'Appel à l'action locale couvrira les intérêts concrets des GLR et autres acteurs locaux en vue d'identifier, de partager et de diffuser les expériences et les connaissances en matière de renforcement de capacité et de plaidoyer, au profit de politiques plus cohérentes et d'une meilleure coopération internationale favorables à une mobilité sans danger et digne pour tous.



Photo : Vue sur le centre-villé historique de Sfax à Sfax, Tunisie.  
Crédit : iStock Dmitry\_Chulov

## LOCALISATION DES PARTENARIATS

### Projet Migration Ville à Ville en Méditerranée

Le [projet Migration Ville à Ville en Méditerranée](#) (MC2CM) reflète le rôle central des villes dans l'intégration des migrants. Lancé en 2015 par CGLU, le Centre international pour le développement des politiques migratoires et UN-Habitat, ce projet rassemble les dirigeants municipaux, représentants officiels et experts pluridisciplinaires de 22 villes participantes d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient et d'Europe. Le projet MC2CM entend favoriser l'apprentissage mutuel par le dialogue de pair à pair entre les intervenants des villes. Il cherche à améliorer l'accès à des données et à une analyse de qualité par le développement de Profils migratoires de ville et à favoriser les conditions d'accès égal des migrants aux services à travers la mise en œuvre de projets pilotes.

## LOCALISATION DES POLITIQUES

### Référentiel d'inclusion des réfugiés

En avril 2022, le HCR et le Groupe sur la politique migratoire ont publié un nouveau référentiel sur l'[inclusion effective des réfugiés : approches participatives à l'intention des praticiens au niveau local](#).

Il propose des directives pratiques détaillées et des supports de communication pour la mise en œuvre effective des pratiques d'intégration et d'inclusion, aidant les acteurs locaux à élaborer des approches participatives adaptées à leurs villes respectives. L'accent est mis sur la conception, le suivi et l'évaluation de ces pratiques, notamment par l'apport de conseils sur l'obtention d'un retour de la part des bénéficiaires et d'indicateurs pour la mesure des progrès réalisés, l'évaluation d'impact et l'adaptation éventuellement requise.

Plus spécifiquement, le référentiel s'adresse aux autorités et aux services publics de niveau national et local, aux organisations de la société civile, y compris celles de réfugiés, aux organisations d'inspiration religieuse, aux établissements d'enseignement et aux acteurs commerciaux.

# APPEL À L'ACTION LOCALE : En chiffres

Ce rapport inaugural 2022 sur la localisation des pactes mondiaux présente :

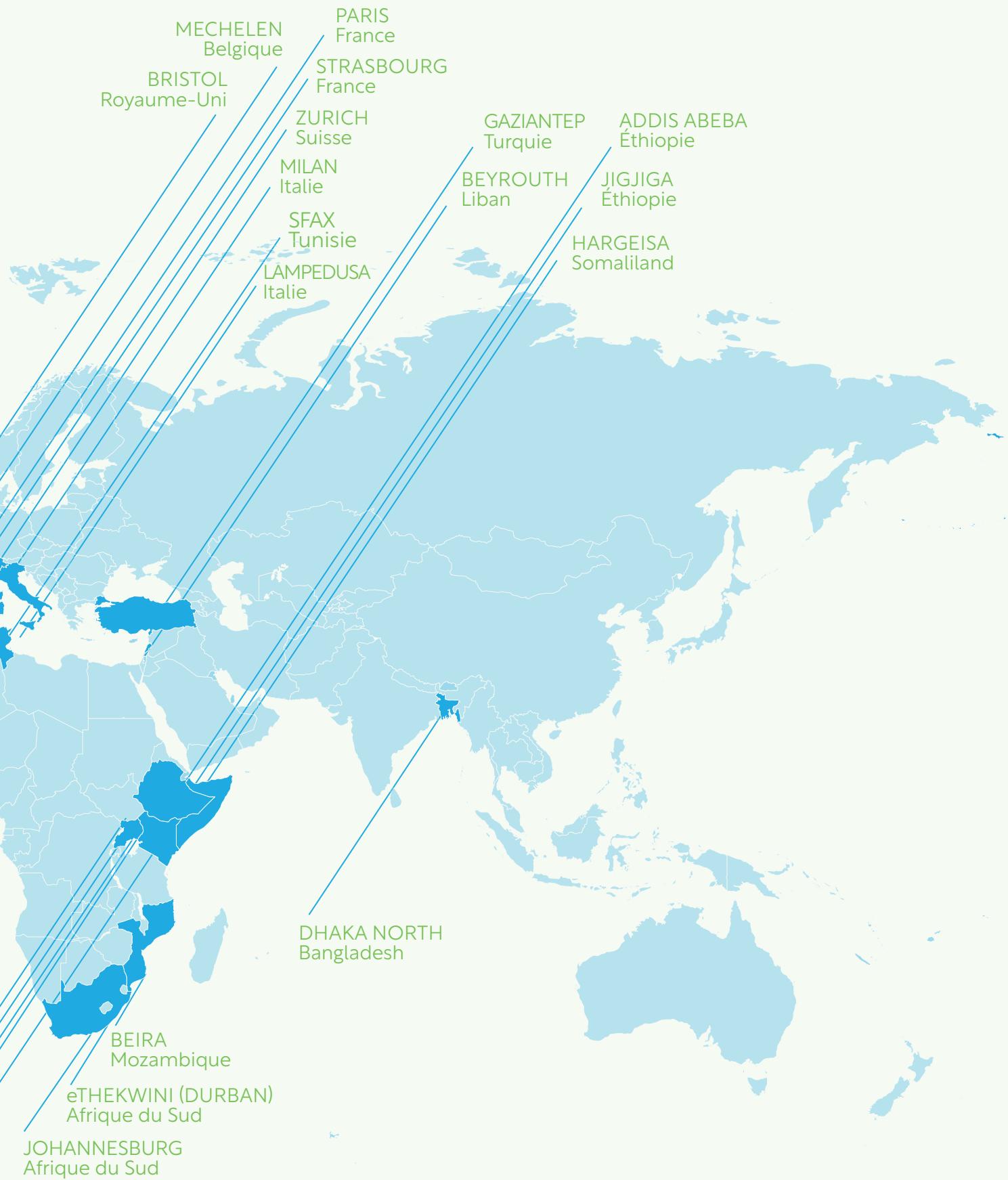
-  **70** actions locales produisant une différence tangible dans la vie des migrants et des réfugiés, tout en maintenant le monde sur la voie du respect des engagements énoncés dans les pactes PMM et PMR.
-  **47** engagements pris par des GLR et leurs associations,  
**33** pays représentés.
-  **40** actions locales qui élargissent l'accès des migrants et des réfugiés aux services.
-  **19** actions locales au service des enfants et des jeunes migrants et réfugiés.
-  **29** actions propices à l'emploi et à l'épanouissement entrepreneurial des migrants et des réfugiés.
-  **16** actions locales touchant à l'impact de la crise du climat sur les migrations et les déplacements.
-  **24** actions locales offrant une aide humanitaire ou financière aux migrants et aux réfugiés en temps de crise.
-  **37** actions locales vouées à l'amélioration de la gouvernance, de la redevabilité et de la sensibilité des villes aux communautés migrantes et réfugiées.



Photo : Vue aérienne du téléphérique des maisons et des montagnes de la ville de Medellin. Crédit : IStock Rudimencial

# VILLES





# APPEL À L'ACTION LOCALE SOUMISSIONS 2022

S'agissant de la mise en œuvre des PMM et PMR et, ce faisant, de l'accès aux ODD, les gouvernements locaux et régionaux montrent la voie. Ils sont résolus à mener une action locale dont l'impact sera mondial.

**Dans ce rapport inaugural de l'Appel à l'action locale, les GLR présentent 70 actions locales qui apportent une différence tangible dans la vie des migrants et des victimes d'un déplacement forcé, tout en maintenant le monde sur la voie du respect des engagements pris à l'échelle mondiale.**

Chaque soumission de GLR ci-dessous met en valeur une action locale audacieuse, axée sur la personne. De l'offre de formations professionnelles et d'emploi aux migrants sans papiers à l'accueil des enfants réfugiés qui fuient l'Ukraine et à la préparation à l'impact du changement climatique sur les populations déplacées, chaque action apporte une solution locale pragmatique à un défi mondial.

En partageant ces exemples du progrès réalisé au niveau local à ce jour, ce rapport espère inspirer d'autres GLR et partenaires à passer à l'action ou à partager leurs approches innovantes. Ce rapport sera publié une fois par an. À chaque édition, les nouvelles soumissions collectées à travers l'Appel à l'action locale y seront ajoutées. La prochaine parution aura lieu avant le Forum mondial sur les réfugiés en 2023.

Joignez-vous au mouvement de localisation en soumettant votre action ou en soutenant une action locale !

## ACCRA

Ghana

Maire : Elizabeth Kwatsoo Tawiah Sackey

**CONCEPT :** Réduire les vulnérabilités climatiques des migrants à Accra

**DURÉE :** Janvier 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** L'Accra Metropolitan Assembly (AMA) s'engage à amoindrir les vulnérabilités des migrants au changement climatique. À travers ce projet, AMA entend démontrer la présence des migrants dans l'économie informelle de la ville, renforcer la résilience du secteur informel aux impacts du changement climatique et améliorer les conditions de travail des migrants engagés dans la gestion informelle des déchets. Pour accomplir cette mission, AMA commencera par collecter et analyser les données désagrégées de profils de migrants de trois quartiers à population largement migrante (Old Fadama, Cable and Wireless et Shiabu). Ensuite, AMA facilitera l'intégration financière des migrants et leur accès aux soins de santé en les reliant aux créneaux d'emploi dans le secteur formel du traitement des déchets. En troisième lieu, AMA construira un établissement de soins de santé infantile pour nourrissons, petits et jeunes enfants. Ce projet sera relié à la mise en œuvre continue du programme Inclusive Climate Action d'AMA. Il bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## ADDIS ABEBA

Éthiopie

Maire : Adanech Abiebie

**CONCEPT :** Apport d'eau propre et de soutien entrepreneurial aux populations déplacées du quartier Koyefeché d'Addis Abeba

**DURÉE :** Octobre 2021 – octobre 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** La Ville d'Addis Abeba s'engage à assurer l'accès des personnes déplacées à une infrastructure critique en eau à travers le projet « Water Supply and Entrepreneurship for IDPs » (Approvisionnement en eau et entrepreneuriat pour personnes déplacées). Ce projet répond aux besoins de santé publique immédiats de 1 200 foyers de personnes déplacées à Koyefeché, un quartier construit à leur intention par l'administration de la Ville d'Addis Abeba pour les aider à faire face aux stress à venir. La ville entend améliorer l'accès à l'eau par la pose de nouvelles conduites, ainsi qu'à offrir une formation entrepreneuriale et une assistance financière aux résidents désireux de lancer de nouvelles entreprises. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## ARUA

Ouganda  
Maire : Wadri Sam Nyakua

**CONCEPT :** Améliorer la participation des réfugiés à la planification de la ville et leur accès aux services publics à Arua  
**DURÉE :** Mai 2019 – en cours



**CONCEPT :** Renforcer la capacité d'Arua en vue d'une gestion durable des déchets et de la promotion d'une écologisation institutionnelle

**DURÉE :** Juillet 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Arua s'engage à améliorer la représentation et la participation des réfugiés et des migrants de la ville dans les processus de gouvernance qui les concernent. À travers le projet « Strengthening Mechanisms for Receiving, Managing and Integrating Involuntary Migrants within the Municipal Council » (Renforcer les mécanismes d'accueil, de prise en charge et d'intégration des migrants involontaires au sein du conseil municipal), le Forum d'aménagement municipal d'Arua au niveau municipal et les Forums d'aménagement divisionnaire au niveau sous-municipal vont être réorganisés en vue d'améliorer la coordination et la redevabilité sociale à l'égard des structures communautaires et des parties prenantes. Les forums offriront une plateforme de dialogue et d'identification des besoins des communautés et ils géreront les préférences communautaires, y compris celles des migrants et des réfugiés. Ce projet bénéficie de l'assistance du Programme mondial sur les villes et la migration de l'Alliance des villes.

## BARCELONE

Espagne  
Maire : Ada Colau

**CONCEPT :** Une passerelle humanitaire entre Barcelone et l'Ukraine : Nouvelle instance de « Ciutat Refugi »  
**DURÉE :** Mars 2022 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** La Ville d'Arua s'engage à employer des réfugiés et des migrants pour établir les premières installations publiques de recyclage urbain en Ouganda, axées sur le tri, la collecte et le recyclage des matières plastiques. Elle entend aussi accroître la capture du carbone à travers l'écologisation des institutions publiques, par l'introduction de pratiques et de programmes écologiques durables dans les écoles, les centres de santé et autres institutions publiques. Des arbres et autres sources de verdure seront plantés dans le cadre de cette initiative aux alentours des écoles, des hôpitaux et des organisations d'inspiration religieuse. Afin de soutenir cette transition vers une économie plus verte, la ville formera les migrants et les réfugiés à l'emploi dans le secteur du recyclage et dans celui de l'aménagement paysager. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## BARRANQUILLA

Colombie  
Maire : Jaime Pumarejo Heins

**CONCEPT :** Centre pour l'intégration locale des migrants à Barranquilla  
**DURÉE :** Décembre 2019 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Ville de Barcelone s'engage à accueillir et à intégrer les personnes nouvellement arrivées, notamment en leur donnant accès aux services et aux programmes municipaux indépendamment de leur statut juridique. En 2015, la ville avait lancé le plan « Barcelona, Ciutat Refugi » pour accueillir les réfugiés, les accompagner, leur apporter l'assistance nécessaire et protéger leurs droits humains. Le plan prévoit l'établissement d'une structure d'assistance permanente aux réfugiés complémentaire au programme de l'État, la protection des demandeurs d'asile vulnérables exclus du programme étatique ou accablés par une forme quelconque de discrimination, et le plaidoyer pour la mise en œuvre des engagements internationaux relatifs aux réfugiés à travers les réseaux de villes. En 2022, la ville a mis ce plan à jour, y ajoutant une phase « Barcelone pour l'Ukraine » vouée à la coordination de l'action des organisations sociales et des bénévoles au soutien de l'accueil des réfugiés ukrainiens à Barcelone.

**DESCRIPTION DU PROJET** Barranquilla s'engage à améliorer les moyens d'existence des migrants, à protéger leurs droits et à favoriser leur accès sûr à l'emploi formel et aux services de santé et d'éducation, dans un souci d'inclusion et de sécurité publique de tous les habitants du District de Barranquilla. La ville a établi et entend continuer à soutenir un Centre d'intégration locale des migrants, « guichet unique » de coordination des services offerts par l'administration municipale, le gouvernement national et les organisations internationales vouées aux migrants, aux réfugiés et aux personnes déplacées, principalement en provenance du Venezuela. Les trois principaux objectifs du centre sont : 1) Établir un espace renommé et permanent d'accompagnement, d'assistance et d'orientation des migrants, et communiquer l'offre du centre aux cinq localités du District en coordination avec les dirigeants de la société civile, les ONG locales et internationales et les organismes de l'ONU, ainsi que les organisations du secteur privé. 2) Veiller à l'intégration socio-économique et culturelle des migrants et des réfugiés en assurant leur accès aux services, à l'aide humanitaire et au marché du travail. 3) Renforcer la politique et la gouvernance des migrations à Barranquilla et en faire une référence au niveau national et international.

*« Ce projet s'inscrit dans le cadre de nos efforts permanents de réponse aux défis et aux occasions que présente la migration, dans le but de soutenir tous les habitants en ces temps difficiles de l'histoire de notre ville. Nous sommes heureux d'annoncer que la Clinique mobile de Beyrouth atteint les quartiers qui en ont le plus besoin et apporte des soins de santé cruciaux à ceux et celles qui seraient sinon laissés pour compte. »*

Jamal Itani  
Maire de Beyrouth

**CONCEPT :** Todos Somos Barranquilla – Centre de possibilités  
**DURÉE :** Février 2021 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Barranquilla s'engage à élargir son projet « Todos Somos Barranquilla » (Nous sommes tous Barranquilla) pour réaliser l'inclusion socio-économique des migrants et des réfugiés par l'accès aux services et à l'emploi. Inaugurée en 2021, l'initiative Todos Somos Barranquilla propose une gamme complète de services à 100 clients, leur offrant formation professionnelle spécialisée, accompagnement psychologique, assistance à la régularisation juridique et accès direct à plus de 90 employeurs locaux. Axée sur les réfugiés vénézuéliens mais ouverte à tous, elle s'adresse aussi aux femmes, aux jeunes, aux victimes des conflits armés et aux personnes vivant avec un handicap. Organisé au « centre municipal des possibilités », le projet veille à ce que ses participants disposent de moyens d'existence sûrs et sains, dans le cadre de l'économie formelle de la ville, jetant les bases d'une main-d'œuvre plus solide et plus inclusive en son sein. À l'heure où la phase finale touche à sa fin, la ville entend faire de Todos Somos Barranquilla un programme permanent du centre des possibilités. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

**BEIRA**  
Mozambique  
Maire : Albano Carige António

**CONCEPT :** Réduire la vulnérabilité climatique des personnes déplacées dans la zone Praia Nova de Beira  
**DURÉE :** Juillet 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Beira s'engage à soutenir la relocalisation et la réintégration en toute dignité des communautés déplacées forcées à quitter leur demeure du fait du changement climatique. De nombreuses tempêtes côtières ont endommagé gravement la zone Praia Nova de Beira, ancien grand centre de pêche. L'administration municipale entend transformer le marché de poissons du « 20 août » en abri temporaire pour les familles de Praia Nova dont l'habitation a été détruite ou endommagée par l'impact d'événements climatiques extrêmes. Elle prévoit dans le même temps la relocalisation de 100 familles dans une zone plus sûre de la ville, où elle les aidera à acquérir des terres et à accéder à l'économie pour faciliter leur réintégration. Ce projet ouvrira la voie à la relocalisation volontaire plus large, en toute dignité, de toutes les familles de Praia Nova vers des quartiers plus sûrs de Beira. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

**BEYROUTH**  
Liban  
Maire : Jamal Itani

**CONCEPT :** Clinique mobile de la Ville de Beyrouth  
**DURÉE :** Avril 2021 – en cours



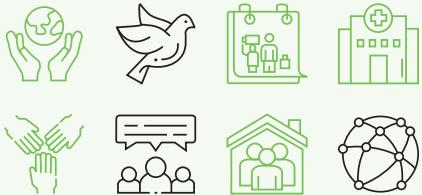
**DESCRIPTION DU PROJET** Beyrouth s'engage à rapprocher les prestations de santé de ses résidents dans le besoin, y compris les migrants et les réfugiés. En partenariat avec UN-Habitat Liban, l'administration de la ville a acheté et déployé sa première Clinique municipale mobile, offrant gratuitement et sans discrimination tests COVID-19, vaccins et autres services médicaux de base aux personnes qui n'y auraient sinon pas accès. La clinique dessert les quartiers qui en ont le plus besoin, en particulier ceux dont la population compte un pourcentage élevé de réfugiés, de migrants et de Libanais vulnérables gravement impactés par l'explosion portuaire du 4 août 2020. L'administration municipale s'est adressée directement aux communautés migrantes, réfugiées et marginalisées du Liban, ainsi qu'aux ONG internationales et locales afin d'identifier les meilleurs cas et lieux d'utilisation de la clinique mobile. Beyrouth s'engage à s'inspirer de l'expérience de la clinique mobile pour continuer à apporter des services flexibles aux communautés vulnérables tout en renforçant la redevabilité de la ville envers tous ses résidents. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## BOGOTA

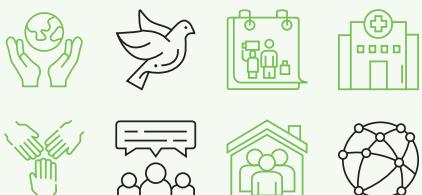
Colombie

Maire : Claudia López Hernández

**CONCEPT :** Nouveau conseiller aux Affaires migratoires à la Mairie de Bogota  
**DURÉE :** Février 2022 – décembre 2023



**CONCEPT :** Centre d'accueil et de nutrition de Bogota pour enfants et mères migrants et réfugiés  
**DURÉE :** Juillet 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Bogota s'engage à favoriser l'intégration sociale, économique et culturelle des migrants et des réfugiés, ainsi qu'à améliorer leur accès aux services. Les interventions du projet cherchent à résoudre l'inefficacité des prestations aux populations migrantes et réfugiées de la ville, souvent axées sur l'aide humanitaire et délivrées individuellement par différentes institutions de l'administration locale. Cette initiative entend rationaliser le portefeuille des prestations sur la base d'une meilleure compréhension de la population migrante et par sa régularisation en vertu de la loi de protection temporaire des migrants vénézuéliens (ETPV). De plus, avec l'aide de la Banque mondiale, la mairie a établi un Bureau consultatif aux Affaires migratoires appelé à offrir aux migrants régularisés une gamme complète de services ayant trait, notamment, à l'emploi, la santé, l'éducation et la culture. Par le biais d'actions institutionnelles stratégiques, ce bureau œuvrera en collaboration avec le secteur privé, les instances de coopération internationale et la société civile pour protéger les droits humains des migrants, réduire la pauvreté et encourager le développement dans la ville.

**PROJECT DESCRIPTION** Bogota s'engage à établir un Centre d'accueil et de nutrition pour enfants et mères migrants et réfugiés et à assurer ainsi la sécurité alimentaire des populations migrantes et réfugiées vulnérables dans la ville. Le programme met l'accent sur les jeunes enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes. Il s'agira du premier établissement en son genre administré par la ville à travers les secrétariats du district voués à la santé et à l'inclusion sociale, en collaboration avec le secteur privé et avec les instances de coopération internationale. Le centre sera le principal point de prestation de la ville de Bogota concernant les activités de proximité, la distribution alimentaire et les filières de prise en charge et d'orientation des enfants migrants et réfugiés et de leurs soignants. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## BOSTON

États-Unis

Maire : Michelle Wu

**CONCEPT :** Solidarité de Boston envers les « Dreamers »  
**DURÉE :** Avril 2022 – en cours



**CONCEPT :** Programme de leadership des immigrants de Boston  
**DURÉE :** Janvier 2020 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Boston a constitué et s'est engagée à établir un « Dreamers Fellowship », programme de développement du leadership et de préparation à l'emploi à l'intention des jeunes migrants sans papiers de la ville. La ville s'est associée à 10 organisations locales à but non lucratif vouées à l'assistance aux migrants et à deux établissements de l'enseignement public pour offrir à plus de 450 jeunes « Dreamers » une initiation au leadership, une expérience préparatoire à l'emploi et un mentorat. Une allocation moyenne de 1 500 dollars a également été versée aux participants. L'initiative apporte une expérience pratique critique à l'emploi et un mentorat utile à la croissance professionnelle des « Dreamers » dont l'accès aux programmes essentiels à l'inclusion économique et sociale est sinon limité.

**DESCRIPTION DU PROJET** Boston s'engage à habiliter le leadership immigrant et à encourager la participation civique partagée et équitable. Le programme « Immigrants Lead Boston » (ILB) du Bureau de la Mairie aux Affaires des Immigrants invite les leaders immigrants émergents à participer à quelques sessions organisées pour encourager la connaissance, les compétences, les relations et les pratiques de l'art de la politique. Les participants renforceront leurs capacités d'échange de ressources, connaissances et rapports utiles avec l'administration de la ville et avec leurs communautés, d'engagement fondamental dans les politiques et les programmes qui concernent leurs besoins et de promotion des questions auxquels ils accordent, avec leurs communautés, le plus d'importance. À travers ce programme, les jeunes immigrants acquerront une meilleure compréhension des départements gouvernementaux de la ville, des services et de la façon dont ils peuvent participer à la vie politique locale, tandis que les dirigeants de la ville y gagneront une perspective utile sur les questions et intérêts particuliers des immigrants de Boston.



**CONCEPT :** Accroître l'accès des immigrants aux ressources juridiques à travers les organisations communautaires organisées à leur service à Boston  
**DURÉE :** Août 2021 – octobre 2022



**CONCEPT :** Bourse de solidarité de Boston aux professionnels immigrants  
**DURÉE :** Été 2021– janvier 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** La stratégie bostonienne prévoit l'octroi de subventions aux organisations dirigées par les immigrants ou organisées à leur service en vue de l'engagement d'avocats culturellement compétents et d'assistants juridiques / coordinateurs de cas, ainsi que de l'acquittement de la formation d'accréditation requise par le Département de la Justice (DOJ). Cette approche permet aux immigrants de recourir aux prestations d'organisations communautaires connues et fiables qui leur offrent une assistance juridique sensible à leur culture et à leur langue. De plus, l'accréditation DOJ permet à ces organisations communautaires d'assurer localement des services juridiques ayant trait à l'immigration. À ce jour, les fonds distribués dans le cadre de la phase pilote ont permis d'aider trois organisations communautaires à offrir leurs services à leur propre communauté suivant les besoins linguistiques dominants dans la ville de Boston (une organisation au service de la communauté créole haïtienne, une au service de la communauté portugaise du Brésil et une au service de la communauté de langue espagnole).

**DESCRIPTION DU PROJET** Dans un effort direct ciblé sur les inégalités raciales et économiques dans le domaine des soins de santé, Boston a mis en œuvre un programme pilote de formation, accompagnement professionnel et placement dans des hôpitaux locaux sous bourse de trois mois de 10 professionnels immigrants hautement compétents, de spécialités diverses et parlant différentes langues. Le but est de réduire les obstacles de validation réglementaires de diplôme et autres qui empêchent les professionnels de la santé formés à l'étranger de travailler dans leur domaine aux États-Unis. Ces individus sont souvent sans emploi ou sous-employés. Plus ils travaillent dans des domaines sans rapport avec leur formation et leur expérience, plus l'accès au secteur des soins de santé leur devient difficile.

Boston s'engage à poursuivre le programme pour répondre au désir exprimé par le secteur de la santé d'attirer des candidats immigrants hautement qualifiés et expérimentés, susceptibles non seulement d'apporter l'avantage de leur formation et de leurs connaissances, mais encore de rehausser les compétences culturelles et linguistiques assorties à la norme mondiale des soins qui fait la renommée de Boston.

**CONCEPT :** Mini-subventions de santé mentale aux Bostoniens immigrants  
**DURÉE :** Février 2021 – novembre 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** Dans un souci d'amélioration du bien-être des immigrants à Boston, de la déstigmatisation des problèmes de santé mentale et d'encouragement des pratiques non cliniques sensibles à la culture et à la langue comme forme de thérapie, Boston a affecté des mini-subventions de santé mentale de 6 500 dollars chacune à six organisations à but non lucratif vouées à la population immigrante qui intègrent des activités de bien-être dans leur programme et s'engagent à poursuivre ce programme. Les pratiques de santé mentale non cliniques se définissent comme des interventions communautaires sous la conduite de pairs, engagées dans des activités artistiques expressives, de médecine traditionnelle, de spiritualité ou axées sur le corps. Par exemple, les roues de la paix, la narration, le yoga et la méditation. Ces pratiques peuvent favoriser le bien-être et réduire l'escalade potentielle et la gravité des conditions de santé mentale qui affligen les immigrants, parallèlement à la psychothérapie individuelle de type occidental.

Dans le cadre de la subvention, Boston s'engage à effectuer une évaluation exploratoire auprès de chacun des six programmes bénéficiaires, afin de guider les investissements futurs de la ville concernant la santé mentale des immigrants.

## BRAGA

Portugal

Maire : Ricardo Rio

**CONCEPT :** Engagement des administrations locales et régionales à l'égard des enfants déplacés par le conflit en Ukraine  
**DURÉE :** Mars 2022 – en cours



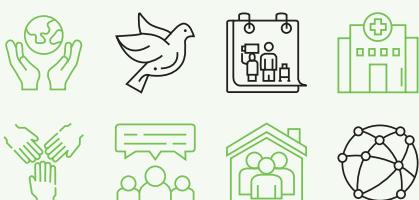
**DESCRIPTION DU PROJET** Braga, parmi d'autres gouvernements locaux et régionaux (GLR) d'Europe, s'engage à accueillir les enfants et leurs familles sans discrimination, tout en renforçant ses capacités locales d'accueil, d'accompagnement, d'inclusion et de protection des enfants et des jeunes suivant leurs vulnérabilités et leurs besoins changeants. Avec l'initiative Villes amies des enfants de l'UNICEF, Braga et ses villes partenaires se disent prêtes à « ... traiter [les enfants ukrainiens] comme les nôtres parce qu'ils le sont. Un enfant est un enfant et nous voulons que tous les enfants et tous les jeunes se sentent chez eux, puissent donner le meilleur d'eux-mêmes et contribuent à leurs communautés. » À travers ses huit objectifs, la promesse des GLR aux enfants déplacés par le conflit en Ukraine cherche à soutenir la directive de protection temporaire de l'UE. Par cet engagement, les GLR se préparent à accueillir les enfants réfugiés et leurs familles dans leurs foyers, leurs écoles et leurs communautés.

## BRISTOL

Royaume-Uni

Maire : Marvin Rees

**CONCEPT :** Effort d'amélioration de la gouvernance, des prestations et de la protection des migrants et des réfugiés à Bristol  
**DURÉE :** Depuis 2019



**DESCRIPTION DU PROJET** En 2019, Bristol a rejoint la phase pilote de l'Appel à l'action locale et s'est engagée à assurer l'intégration et l'épanouissement économiques des migrants et des réfugiés, à prévenir et contrer la discrimination et la xénophobie et à améliorer la gouvernance locale de la migration et du déplacement forcé. Entre autres efforts, l'action a conduit à l'établissement d'un groupe de travail interrégions sur l'inclusion des migrants avec d'autres municipalités britanniques, à l'élaboration d'une campagne de communications locales pour l'identité locale inclusive et contre la discrimination et la xénophobie, ainsi qu'à l'organisation de programmes « sur mesure » destinés à faciliter l'entrepreneuriat local des réfugiés et la société civile. Face à la crise COVID, Bristol a accueilli plus de 300 sans-abri dans des logements d'urgence. Parmi eux se trouvaient plusieurs migrants dont le statut « sans recours aux fonds publics » leur interdisait l'accès à l'assistance publique générale. Bristol a par conséquent établi le groupe « One City Task Force », formé de représentants de l'administration locale, de la société civile et d'autres intéressés, afin d'identifier l'assistance et les filières à plus long terme requises pour toute personne en situation d'hébergement d'urgence, y compris les migrants et les demandeurs d'asile.

## COTO BRUS

Costa Rica

Maire : Steven Alberto Barrantes Núñez

**CONCEPT :** Processus des indicateurs de gouvernance locale de la migration à Coto Brus

**DURÉE :** Nov 2021 – Sept 2022



## DHAKA NORTH

Bangladesh

Maire : Md Atiqul Islam

**CONCEPT :** Projet d'amélioration des moyens d'existence dans les communautés urbaines pauvres de Dhaka North

**DURÉE :** Juillet 2018 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Coto Brus s'engage à élaborer une politique municipale sur la migration, la première en son genre au Costa Rica. L'initiative est soutenue par le processus des indicateurs de gouvernance de la migration sur le plan local (IGM locaux), auquel Coto Brus a participé en 2021–2022. L'objectif en est de mieux comprendre les politiques, les programmes et les structures en place pour gérer l'immigration, d'identifier les bonnes pratiques et les insuffisances apparentes et d'établir les priorités sur la base de ces observations. L'un des principaux avantages de ce processus des IGM locaux est qu'il contribue au renforcement des capacités institutionnelles des gouvernements locaux à gérer la migration par la production de données exactes et actuelles utiles à l'élaboration de politiques et d'interventions ancrées dans les faits.

## DÉDOUGOU

Burkina Faso

Maire : Karim Kondé

**CONCEPT :** L'école, l'espoir des élèves déplacés à Déodougou

**DURÉE :** Octobre 2021 – septembre 2024



**DESCRIPTION DU PROJET** Dhaka North s'engage à améliorer l'accès aux moyens d'existence et la condition générale des victimes rurales du climat forcées à se déplacer vers les quartiers urbains pauvres en quête d'emploi et de débouchés économiques. L'initiative « Livelihoods Improvement of Urban Poor Communities Project » (LIUPCP - Projet d'amélioration des moyens d'existence dans les communautés urbaines pauvres) cherche à atteindre une croissance économique durable et à réduire la pauvreté urbaine. Les interventions suivantes comptent au nombre des principales actions du projet : élaboration d'une infrastructure communautaire résiliente au climat ; formations professionnelles propices à l'emploi et à l'entrepreneuriat ; aide alimentaire conditionnelle et sensibilisation des femmes, y compris les femmes enceintes et les mères allaitantes, à la santé et à la nutrition ; éducation et subventions à l'éducation pour mettre fin au mariage précoce et à la déscolarisation ; et renforcement de la capacité organisationnelle des pauvres des villes et de leur voix pour faciliter leur intégration urbaine.

**DESCRIPTION DU PROJET** Déodougou s'engage à garder les enfants des personnes déplacées à l'école. Capitale de la région de la Boucle du Mouhoun, Déodougou compte une population totale de 124 000 habitants répartis entre 37 unités administratives et sept districts. Pour éviter que les attaques terroristes dans 10 villages extérieurs à Déodougou empêchent les enfants d'aller à l'école, la ville a transféré les élèves de ces villages dans ses propres établissements pour qu'ils puissent poursuivre leur scolarisation et obtenir l'assistance psychologique, matérielle et financière nécessaire pour faire face aux défis posés à ce groupe vulnérable.

## ENTEBBE

Ouganda

Maire : Fabrice Rulinda

**CONCEPT :** Emploi des migrants et des réfugiés pour protéger les marais de Namiiro à Entebbe

**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Entebbe s'engage à offrir formation professionnelle et emploi aux migrants, réfugiés et autres communautés marginales vivant aux alentours des marais de Namiiro, à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de restauration des marais. Outre l'établissement de règlements et la démarcation des marais de Namiiro en tant que zone protégée, Entebbe entend former les migrants, les réfugiés et les Ougandais marginalisés dans le but de restaurer les marais dégradés et de favoriser leur protection tout en promouvant la destination d'écotourisme d'Entebbe au bord du lac Victoria. Ce projet encouragera les stratégies d'atténuation du changement climatique dans la zone métropolitaine d'Entebbe tout en facilitant l'accès des migrants, des réfugiés et des Ougandais marginalisés à une source d'emploi écologique durable. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

*« La Ville d'Esteban Echevarría cherche à promouvoir les politiques d'inclusion et d'égalité dans le respect de la diversité et de la pluralité. En ce sens, l'administration municipale soutient la population migrante qui réside dans le district en facilitant l'obtention de papiers d'identité, en organisant des activités de communication et d'information dans les différents quartiers et en coordonnant des activités sociales et culturelles. »*

Fernando Gray  
Maire d'Esteban Echevarría, Président de Mercociudades

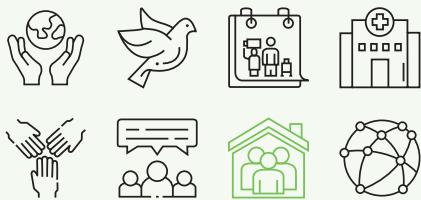
## eTHEKWINI (DURBAN)

Afrique du Sud

Maire : Kenneth Mxolisi Kaunda

**CONCEPT :** Réponse avisée aux populations migrantes et déplacées sans abri d'eThekwin

**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023



## ESTEBAN ECHEVARRÍA

Argentine

Maire : Fernando Gray

**CONCEPT :** Reconduction du programme de promotion des droits humains des migrants et des réfugiés à Esteban Echeverría

**DURÉE :** Mars 2019 – en cours



## FREETOWN

Sierra Leone

Maire : Yvonne Aki-Sawyerr

**CONCEPT :** Projet de micro-entreprise de gestion des déchets à Freetown

**DURÉE :** Juillet 2019 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** eThekwin (Durban) s'engage à apporter une réponse avisée aux besoins sociaux et économiques non satisfaits des populations migrantes et déplacées sans papiers et sans abri. Axé sur la régularisation des sans-papiers et l'accès aux services sociaux, le projet suit une approche en trois phases. La première consistera en une enquête ponctuelle complète d'évaluation des besoins et nombres actuels de la population ciblée. La deuxième portera sur l'élaboration de la base de données « CARE » d'eThekwin – une plateforme d'auto-enregistrement connectée à des centres d'accueil locaux existants répartis dans la ville. La troisième phase du projet aura trait au déploiement du programme CARE, qui facilitera l'enregistrement des réfugiés et des demandeurs d'asile au niveau de la ville, en leur procurant des codes d'identification uniques qui leur permettront d'accéder aux services municipaux essentiels, tels que les soins de santé, l'éducation, les denrées alimentaires et autres, l'hébergement temporaire et les programmes de subsistance. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

**DESCRIPTION DU PROJET** Esteban Echeverría s'engage à offrir un programme complet de services aux migrants et aux réfugiés, en reconduisant le programme municipal de protection du droit des migrants et des réfugiés confrontés à des conditions socio-politiques adverses. Le programme s'organise sur trois grands axes : papiers d'identité, soutien des associations de la diaspora et activités d'intégration socio-culturelle. En coordination avec la Direction nationale des migrations et le Registre national, la municipalité organise des ateliers de promotion des droits où les migrants peuvent introduire une demande de permis de résidence, renouveler leurs cartes d'identité personnelle, obtenir un conseil juridique et s'informer sur la participation électorale. Le gouvernement municipal encourage aussi les activités sociales et culturelles avec la participation active des associations de migrants et de la diaspora en vue de renforcer l'inclusion, en rassemblant les communautés pour qu'elles puissent partager leurs coutumes et se sentir chez elles à Esteban Echeverría.

**DESCRIPTION DU PROJET** Freetown s'engage à offrir des débouchés de subsistance écologiques aux jeunes migrants, réfugiés et autres populations marginales des quartiers informels, tout en améliorant la gestion des déchets dans l'ensemble de la ville. En 2021-2022, le programme « Waste Management Micro-Enterprise Program » (Micro-entreprise de gestion des déchets) s'est étendu à 40 nouvelles équipes entrepreneuriales de collecte des déchets dans les quartiers informels et au service des autres résidents de Freetown, multipliant les gains acquis par 80 micro-entreprises de gestion des déchets existantes soutenues par le conseil municipal de Freetown (FCC). Par cette expansion, la ville assure à un plus grand nombre de jeunes vivant dans les quartiers informels, pour la plupart migrants ruraux, un accès à des débouchés qui leur permettent, ensemble, d'améliorer leurs moyens d'existence. Les clients du projet obtiennent une assistance initiale à leur investissement comprenant un tricycle motorisé à chariot, des outils d'assainissement, l'immatriculation de leur entreprise, une formation et un mentorat pour le développement de leurs activités. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés. Pour soutenir et élargir l'investissement initial du Fonds mondial des villes, le conseil municipal a financé directement 50 pour cent des tricycles achetés, permettant à la ville de continuer à atteindre ses résidents les plus vulnérables tout en créant une ville plus propre et plus verte pour tous.

## FUENLABRADA

Espagne

Maire : Javier Ayala

**CONCEPT :** Plan Fuenlabrada : Ville de paix

**DURÉE :** Mars 2022 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Fuenlabrada s'engage à accueillir et à intégrer les migrants et les réfugiés. Au début du conflit ukrainien, l'administration municipale a élaboré le « Plan de Fuenlabrada : Ville de Paix » pour se préparer à accueillir et à intégrer les populations fuyant le conflit. Le plan s'organise sur deux grands axes : 1) une première étape d'accueil axée sur l'apport d'une assistance critique, avec services d'enregistrement, d'éducation et de soins de santé, accompagnement psychologique, apprentissage de la langue, conseil juridique et assistance aux victimes de violences de genre et 2) une seconde étape d'intégration, mettant l'accent sur l'employabilité et le développement des compétences, l'accès aux sports et à la culture et les services ciblant les migrants handicapés. Par l'intermédiaire de la fondation La Caixa, le plan met les familles d'accueil en rapport avec les services d'information nationaux pour la protection temporaire. À ce jour, la ville a accueilli plus de 100 Ukrainiens, établi trois groupes d'apprentissage de l'espagnol accueillant 50 adultes et quatre groupes de soutien psychologique.

## GAZIANTEP

Turquie

Maire : Fatma Şahin

**CONCEPT :** Modèle de cohésion sociale de Gaziantep

**DURÉE :** Janvier 2016 – en cours



**PROJECT DESCRIPTION** Gaziantep maintient son engagement d'intégration des réfugiés syriens. Suivant une approche humanitaire ancrée dans la justice sociale et les droits humains, la ville s'associe aux organismes onusiens, ONG, ONGI et structures publiques pour mettre en œuvre la politique migratoire suivant le modèle de Gaziantep (GMM). Les politiques de ce modèle contribuent à assurer le bien-être collectif des réfugiés et des communautés hôtes. Dans le cadre du modèle GMM, la ville a établi la première Direction de gestion des migrations en Turquie, appelée à diriger le programme de réponse de la ville aux réfugiés, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. Les politiques du GMM reposent sur l'assurance du bien-être commun des réfugiés et des communautés hôtes.

## HAHO

Togo

Maire : Sefenu Yawovi

**CONCEPT :** Initiative de Haho au soutien de la mobilité du pastoralisme et de l'élevage pour encourager la cohésion sociale

**DURÉE :** Août 2018 – août 2019



**PROJECT DESCRIPTION** Haho est passée à l'action pour renforcer l'intégration et la cohésion sociale des communautés migrantes, déplacées et marginales de la ville. Haho attire de nombreux groupes ethniques en provenance des zones rurales avoisinantes. Une certaine tension sociale et violence en résultent parfois dans la ville. Pour y faire face, les activités du projet de Haho se groupent en deux composants. Le premier a cherché à améliorer l'inclusion économique et la durabilité du marché des pastoralistes qui arrivent à Haho, en organisant notamment des comités de gestion du marché et en coordonnant avec d'autres administrations urbaines avoisinantes la gestion de 86 kilomètres de corridors de mobilité, zones de pâturage et bassins d'eau dans la région des plateaux. Le second composant s'est concentré sur l'organisation de débats multipartites des défis de mobilité de l'agriculture et de l'élevage en Afrique occidentale, avec la participation des autorités locales, des prestataires de services de l'État, des organisations de développement, des agriculteurs et des éleveurs.

## HARGEISA

Somaliland

Maire : Abdi Karim Ahmed Moge

**CONCEPT :** Relocalisation et modes d'existence résilients pour les personnes déplacées de Daami à Hargeisa

**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Hargeisa s'engage à relocaliser, en collaboration avec la communauté de Daami, quartier informel de personnes déplacées dans une zone sujette à inondation d'Hargeisa, 100 ménages vers des zones plus sûres de la ville. Chaque foyer décidera de participer au programme de relocalisation recevra une propriété foncière et un logement dans des parties de la ville plus étroitement reliées aux services publics et aux débouchés d'emploi, leur garantissant une meilleure sécurité d'occupation et d'accès aux services tout en les éloignant du danger. Hargeisa entend par ailleurs procurer aux chefs de ménage intéressés les ressources nécessaires au lancement de leur propre entreprise, y compris par des subventions aux entreprises et une assistance directe en espèces, en mettant l'accent sur les femmes chefs de ménage. Ce projet conduira en fin de compte à la fermeture du quartier de Daami, que la ville entend transformer en parc public accessible à tous les résidents. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

*« Freetown appartient à tous ceux et celles qui ont choisi d'y vivre. Tous les résidents, y compris les migrants, ont un rôle à jouer pour aider notre ville à sortir de cette pandémie sous une forme plus équitable, plus durable et mieux préparée à l'avenir. Le Fonds mondial des villes représente une aide cruciale à tous les Freetowniens pour atteindre cet objectif. »*

**Yvonne Aki-Sawyerr**  
Maire de Freetown, Sierra Leone  
Membre du Conseil sur le leadership du CMM



**JIGJIGA**  
Éthiopie  
Maire : Abdifatah Ibrahim Ismael

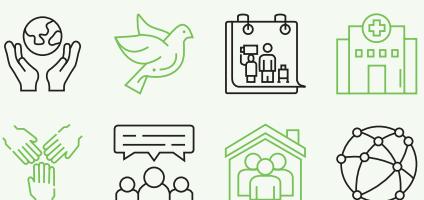
**CONCEPT :** Action climatique inclusive à Jigjiga  
**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Jigjiga s'engage à soutenir les moyens d'existence des personnes déplacées et des migrants ruraux-urbains dans la ville et aux alentours par le biais d'actions climatiques inclusives. L'administration municipale entend mettre en œuvre un projet de revitalisation des systèmes agricoles de la ville en réhabilitant la production de la vallée sèche, notamment par la plantation d'arbres, la gestion de l'eau et l'amélioration de l'infrastructure, ainsi que par des formations aux modes de subsistance agricoles au profit des ménages déplacés. La ville entend aussi s'engager dans la planification participative du territoire en vue de l'élaboration de plans d'action communautaires, principalement axés sur la résilience aux chocs climatiques pour les communautés à haute présence de personnes déplacées et de migrants. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

**JOHANNESBURG**  
Afrique du Sud  
Maire : Mpho Phalatse

**CONCEPT :** Réponse au changement climatique au profit des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées  
**DURÉE :** Juillet 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Johannesburg s'engage à améliorer la sécurité alimentaire des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées vivant dans des situations sans abri en les mettant en rapport avec les programmes d'agriculture urbaine existants de la ville. Le projet se concentrera sur les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées vivant actuellement dans l'un des trois refuges de Johannesburg, enrôlant les clients intéressés par une formation accréditée en matière d'agriculture urbaine, comme l'aquaponie et les toits-jardins. Les formations seront effectuées par les partenaires de la société civile de Johannesburg, mais les clients du projet travailleront avec ceux de la communauté d'accueil et auront accès aux terres arables fournies par la ville. Le projet introduit les migrants, réfugiés et personnes déplacées vulnérables dans les modes d'existence et les programmes d'agriculture urbaine existants, leur ouvrant un créneau de revenu stable tout en améliorant globalement la sécurité alimentaire, la durabilité environnementale et la cohésion sociale à Johannesburg. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## KAMPALA

Ouganda

Maire : Erias Lukwago

**CONCEPT :** Kampala pour tous : filets de sécurité pour le relèvement  
**DURÉE :** Avril 2022 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Kampala s'engage à exécuter le projet « Kampala pour tous : filets de sécurité pour le relèvement » dans le but d'offrir un secours immédiat et une occasion de relèvement économique durable à plus de 200 individus et familles vulnérables dont les moyens d'existence, les systèmes de soutien et les ressources ont été profondément affectés par les mesures adoptées contre la COVID-19. En partenariat direct avec l'organisation de réfugiés Makasi Rescue Foundation, le projet apporte aux réfugiés, aux migrants et aux pauvres de la ville une assistance financière directe et un soutien à l'entrepreneuriat. Ce projet tombera sous la coupole du forum de coordination de l'aide humanitaire « Kampala for All » (Kampala pour tous). Il comprendra des engagements d'échange de connaissances avec d'autres villes ougandaises dans le but d'élaborer une stratégie de résilience sur le long terme à travers le partage de la connaissance et des charges. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## KOBOKO

Ouganda

Maire : Sanya Wilson

**CONCEPT :** Cadre de réponse global à la question des réfugiés (CRRF) : Développement urbain inclusif et mobilité dans la municipalité de Koboko  
**DURÉE :** Décembre 2021 – août 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Koboko s'engage à poursuivre la mise en œuvre locale du « Comprehensive Refugee Response Framework (CRRF) : Inclusive Urban Development and Mobility » (Cadre de réponse global à la question des réfugiés (CRRF) : Développement urbain et mobilité). Le CRRF cherche à renforcer l'inclusion et la participation des personnes déplacées et des réfugiés dans la vie économique et sociale de la municipalité, à améliorer les modes d'existence et à élargir l'accès à des services élémentaires de qualité, tels que l'éducation et la santé, aux réfugiés et à la population hôte de Koboko.

## LAMPEDUSA

Italie

Maire : Salvatore Martello

**CONCEPT :** Marche de la paix de Lampedusa et hommage annuel aux vies de migrants perdues lors du naufrage du 3 octobre 2013  
**DURÉE :** Février 2018 – en cours



**PROJECT DESCRIPTION** Chaque année, le 3 octobre (date anniversaire du naufrage en mer ayant coûté la vie à 368 migrants en route vers l'Europe), les survivants, les organisations de la société civile et les autorités nationales et européennes se retrouvent sur l'île de Lampedusa pour rendre hommage aux victimes et lancer un appel à l'établissement d'un cadre de la migration pour tous. En 2021, le 3 octobre, Totò Martello, maire de Lampedusa, et les dirigeants de CGLU se sont joints aux familles des victimes et aux étudiants d'Europe venus à Lampedusa pour ancrer dans la mémoire et la dignité la transformation des normes et faire en sorte que la migration soit à l'avantage de tous. La « Marche pour la Paix » a été inaugurée à cette occasion, marquant un tournant symbolique vers un effort municipaliste commun de promotion des approches de la mobilité humaine fondées sur les droits de l'homme dans le cadre de la Charte de Lampedusa. Lampedusa entend rester championne de ces approches, avec le soutien actif du projet « Snapshots from the Border » (Instants aux frontières), dirigé par 35 partenaires, autorités frontalières locales et organisations de la société civile.

**CONCEPT :** Transformer la base militaire Loran en centre international d'études pour la paix et les migrations à Lampedusa  
**DURÉE :** Février 2018 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Lampedusa s'engage à devenir un épicentre d'étude et de planification holistiques de la paix et des flux de migration. Par ce projet, la ville de Lampedusa et Linosa entend transformer l'ancienne base militaire Loran en centre académique d'étude de la paix capable d'accueillir d'importants événements et d'engager les institutions internationales, les réseaux de bénévoles et les institutions de recherche géopolitique, d'art et de culture. Le projet sera dirigé par les administrations locales de Lampedusa et Linosa en collaboration avec la région de la Sicile et les ministères de la Culture et de la Défense. Le projet prévoit en outre l'aménagement d'autres installations sur l'île, dont un auditorium, un centre d'archivage numérique où seront conservés les travaux sur les grands flux de migration et leur corrélation avec le changement climatique et la pauvreté et un système de laboratoires, d'installations de recherche et d'espaces résidentiels à l'intention des chercheurs et des artistes travaillant sur la migration. Au printemps 2022, une lettre d'intention concernant le projet a été signée entre la Municipalité de Lampedusa et Linosa et la Région de la Sicile.

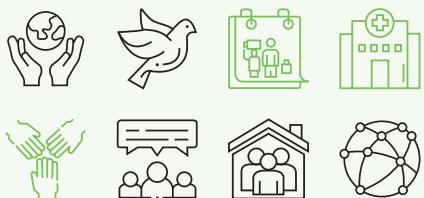
*« Le moment est venu de réviser la loi ougandaise sur les réfugiés et d'y inclure les réfugiés urbains. »*

**Sanya Wilson**  
Maire de Koboko

## MEDELLÍN

Colombie  
Maire : Daniel Quintero Calle

**CONCEPT :** Aide au logement des familles migrantes et déplacées à Medellín  
**DURÉE :** Octobre 2021 – en cours



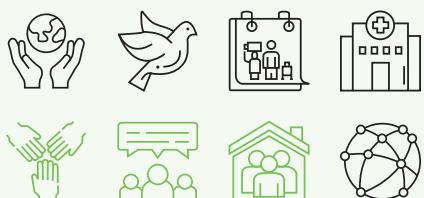
**DESCRIPTION DU PROJET** En 2021, Medellín a élargi un programme existant d'assistance au logement au profit de plus de 200 familles migrantes et déplacées, en leur offrant un hébergement gratuit pendant trois mois. Dans le même temps, la ville a amélioré l'accès de ces familles à ses services sociaux, juridiques, de santé et d'emploi.

Forte du succès remporté par cette phase pilote, Medellín s'engage aujourd'hui à : 1) élargir la stratégie à l'hébergement temporaire des migrants, des réfugiés, des rapatriés et des populations hôtes, 2) élaborer à l'échelle de l'administration municipale une stratégie de centralisation de l'offre de la ville aux migrants et aux réfugiés, mettant notamment l'accent sur les possibilités de solutions durables et d'intégration locale, 3) sensibiliser spécifiquement les services municipaux aux communautés migrantes et réfugiées tout en assurant la levée des obstacles à l'accès dans les secrétariats de la ville et 4) inviter les associations de réfugiés et de migrants à participer aux processus de décision locaux, y compris aux conseils d'action communautaire. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## MECHELEN

Belgique  
Maire : Alexander Vandersmissen

**CONCEPT :** Travail de jeunesse « Youth Work for All » à Mechelen  
**DURÉE :** Mars 2021 – février 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Mechelen s'engage à mettre en œuvre le projet « Youth Work for All », afin de soutenir les jeunes migrants et réfugiés et à renforcer le mouvement de jeunesse dans la ville. Toutes les familles n'accèdent pas nécessairement facilement au travail de jeunesse et les mouvements de jeunes de Mechelen ne reflètent ni représentent encore la diversité de la ville. Le service des jeunes de Mechelen a relevé le défi de changer cette dynamique avec les mouvements de jeunesse et leurs associations. Le projet vise les familles aux antécédents de migration ou de réfugiés et les mouvements de jeunesse pour aider ces derniers dans leur approche des communautés migrantes et réfugiées et l'établissement de leurs propres politiques de diversité. Les principaux objectifs sont de guider durablement les nouveaux membres aux antécédents de migration vers le travail de jeunesse, soutenir les associations de jeunesse sur le plan de la diversité, de l'inclusion et de l'accessibilité et sensibiliser l'opinion à la valeur ajoutée du travail de jeunesse.

## MEXICO

Mexique  
Maire : Claudia Sheinbaum Pardo

**CONCEPT :** Programme de protection inclusive du revenu à Mexico  
**DURÉE :** Janvier 2021 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** En 2021, la ville de Mexico a élargi son programme de protection du revenu pour offrir une aide directe en espèces à plus de 450 migrants, réfugiés, rapatriés et personnes déplacées, tout en les mettant en rapport avec les services d'assistance concernant l'employabilité, l'obtention de papiers d'identité, la santé publique et les services sociaux. Le projet représente la première collaboration administrative de la ville engageant trois secrétariats, ouvrant la voie à une meilleure coordination des services sociaux pour tous les résidents de Mexico.

Mexico s'engage à maintenir et à institutionnaliser ce programme pour mieux soutenir l'intégration des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées. L'administration de la ville entend renforcer et élargir la coopération institutionnelle engagée entre les trois secrétariats, former son personnel et dresser une base de données numérique des clients pour assurer un soutien et un suivi adéquats. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

*« La ville de Mexico étend son aide financière aux personnes engagées dans l'économie informelle et qui ont perdu leurs revenus en raison de l'impact de la Covid-19 sur l'économie informelle. Nous exprimons nos remerciements au Fonds mondial des villes - Un instrument de financement novateur qui arrive à un moment critique alors que nous honorons l'histoire du pacifisme, de la solidarité, de l'hospitalité et du droit d'asile de la ville. »*

**Claudia Sheinbaum Pardo**  
Maire de la ville de Mexico, Mexique



Photo : Les résidents de Mexico reçoivent une aide en espèces. Crédit : Gouvernement de la ville de Mexico

## MILAN

Italie

Maire : Giuseppe Sala

**CONCEPT :** Dialogue des maires

d'Afrique et d'Europe, partenariat Milan-Freetown sur la mode et le textile

**DURÉE :** Juin 2020 – mai 2025



**CONCEPT :** Effort d'amélioration de la gouvernance, des prestations et de la protection des migrants et des réfugiés, en particulier jeunes, à Milan

**DURÉE :** Février 2020 – en cours



### DESCRIPTION DU PROJET

Le Dialogue des maires d'Afrique-Europe est une plateforme réunissant 20 maires africains et européens soucieux de changer le discours prédominant concernant la migration entre l'Afrique et l'Europe, de façon à l'axer davantage sur l'idée que la mise en rapport des cultures et des peuples peut rapprocher les deux continents et mettre en valeur la contribution vitale des migrants aux économies des villes et aux sociétés. Dans ce cadre, les villes de Milan et de Freetown œuvrent ensemble à l'ouverture de débouchés d'échange et de collaboration entre leurs industries de la mode et du design et les communautés créatives, tout en soutenant le développement commercial et l'investissement dans le secteur de la mode en Sierra Leone. À Freetown, les objectifs sont 1) d'établir et de soutenir le Conseil national de la mode et du design, 2) de créer et de consolider la marque « Made in Sierra Leone » pour aider à positionner le pays sur les marchés mondiaux de la mode et 3) de mettre en œuvre un programme de qualification et de formation à long terme aux côtés de services de mentorat et de développement d'entreprise ciblés. À Milan, ce partenariat soutiendra les efforts de l'industrie de la mode sur le plan de la recherche de teintures, de textiles et d'options d'approvisionnement éthique durables et de l'exploration de partenariats commerciaux innovants avec les interlocuteurs de Sierra Leone, à la recherche aussi de débouchés plus larges sur les marchés ouest-africains.

### DESCRIPTION DU PROJET

En 2020, Milan a rejoint la phase pilote de l'Appel à l'action locale et s'est engagée à assurer l'intégration et le développement économiques inclusifs des migrants et des réfugiés, à améliorer l'intégration sociale, à protéger les plus vulnérables et à améliorer la gouvernance locale de la migration et du déplacement forcé. Depuis lors, la ville améliore la gouvernance et la coopération, participant à des projets tels que « MENTOR 2 », banc d'essai de modèles de mobilité circulaire qui offrent des occasions de stages professionnels aux jeunes Marocains et Tunisiens dans le nord de l'Italie. La ville continue aussi à améliorer l'intégration à travers le projet « WISH MI » et son plan stratégique d'intégration des politiques et des programmes au profit du bien-être des filles, des garçons et des adolescents de Milan, définissant la vision et établissant le consensus sur les défis que la municipalité entend relever à travers le dialogue avec les parties prenantes locales. Les mineurs se trouvent aussi au centre de l'action milanaise pour la protection des migrants et des réfugiés les plus vulnérables. Ainsi, le centre expérimental de services aux mineurs non accompagnés créé en 2019 en vue de leur accueil résidentiel initial temporaire et de leur accès aux services de soins et de protection de leurs droits, est désormais intégré dans le système italien d'accueil et d'intégration (SAI) — soit le système public d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui offre une assistance matérielle pour la santé et le bien-être, l'inclusion sociale, l'accès au marché de l'emploi et le logement.

**CONCEPT :** Projet d'emploi vert et de transition juste à Milan  
**DURÉE :** Mai 2021 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** S'inspirant d'un projet pilote de croissance de l'emploi lié à des investissements écologiques réalisé avec C40 Cities en 2021, Milan s'engage à lancer un programme phare de rénovation et de construction de logements sociaux. Durant les cinq prochaines années, le programme aidera la ville à passer de la collecte et de l'analyse des données à l'élaboration des politiques et à la mise en œuvre de l'action contre le changement climatique, avec la production de milliers d'emplois verts équitablement distribués. Le but en est de contribuer à la réduction des émissions, à la résolution de la pauvreté énergétique et au renforcement de l'accès des femmes, des jeunes et des migrants à l'emploi dans un secteur où les travailleurs non-italiens sont largement représentés et qui offre l'un des plus grands potentiels de création d'emploi vert. Cette initiative représente une approche originale susceptible d'inspirer et d'éclairer d'autres villes d'Italie et d'Europe sur la façon d'attirer et d'utiliser les fonds de relance pour atteindre ensemble les objectifs climatiques et sociaux et démontrer que l'effort d'équité ne retarde en rien l'action sur le climat.

## MONROVIA

Libéria  
Maire : Jefferson T. Kojee

**CONCEPT :** Monrovia passe au vert pour la résilience urbaine inclusive et l'adaptation  
**DURÉE :** Juillet 2022 – juin 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Monrovia s'engage à ouvrir des débouchés générateurs de revenus aux jeunes migrants et personnes déplacées. Le projet « Monrovia Go Green for Inclusive City Resilience and Adaptation » entend former les jeunes migrants et personnes déplacées à la gérance des arbres, pour l'établissement de corridors verts en plantant 20 000 palétuviers et cocotiers dans chaque quartier. Ces corridors permettront de réduire les inondations et l'érosion côtière à West Point et à New Kru Town, tout en ajoutant des espaces verts indispensables le long de la côte et des cours d'eau de Monrovia et en motivant la fermeture des sites de décharge illégaux. Dans le même temps, l'administration municipale de Monrovia proposera à 150 jeunes intéressés la formation professionnelle et les ressources requises pour accéder aux créneaux d'emploi formels de la ville. Ce projet est le résultat d'un engagement direct avec les communautés migrantes et déplacées, sous subvention du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## MONTEVIDEO

Uruguay  
Maire : Carolina Cosse

**CONCEPT :** Permanence de Montevideo pour les femmes migrantes et leurs personnes à charge  
**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023

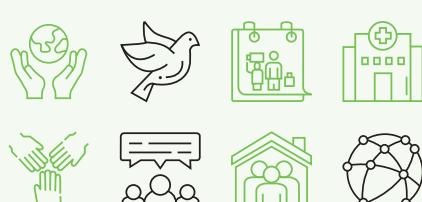


**DESCRIPTION DU PROJET** Montevideo s'engage à établir une permanence pour les migrants et les réfugiés cherchant refuge dans la ville. Le centre disposera d'installations spéciales destinées aux femmes célibataires et à leurs personnes à charge, en particulier celles courant le risque de se trouver sans abri. À travers cette permanence, les migrants et les réfugiés disposeront d'un meilleur accès aux autres services sociaux (tels que les programmes de subsistance), aux réseaux d'orientation, à l'hébergement temporaire et à l'information critique à leur séjour à Montevideo (comme l'accès aux permis de travail). L'administration de Montevideo gérera le centre en coordination avec les organisations publiques, privées et civiles pertinentes de façon à assurer la réponse aux besoins des migrants, en mettant spécifiquement l'accent sur les besoins des femmes migrantes et de leurs personnes à charge. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## MONTRÉAL

Canada  
Maire : Valérie Plante

**CONCEPT :** Station Nouveau Départ de Montréal  
**DURÉE :** Août 2023 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Montréal s'engage à ouvrir sa « Station Nouveau Départ » en 2024. Les nouveaux arrivants y trouveront tous les services de l'administration municipale et provinciale les concernant sous un seul et même toit à Montréal. À la Station Nouveau Départ, ils pourront remplir les procédures essentielles en une visite : obtenir leur carte d'assurance santé, un plan d'intégration personnalisé, une assistance à la recherche d'emploi et à l'hébergement. Montréal les aidera aussi à profiter pleinement de la qualité de la vie de la ville et soutiendra leur inclusion sociale au niveau des quartiers (bibliothèques, sports, culture, récréation, programmes de logement, connaissance des quartiers et espaces de vie). La Station Nouveau Départ est en développement dans la ville de Montréal, en collaboration avec le Gouvernement du Québec, depuis 2018. Elle entend mettre fin à la « course d'obstacles » à laquelle trop de nouveaux arrivants se heurtent toujours. Son inauguration permettra à Montréal d'assumer pleinement son rôle de métropole de l'immigration.

**CONCEPT :** Élargissement de l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants  
— « Montréal Inclusive au Travail 2022-2024 »  
**DURÉE :** Février 2019 – en cours



**CONCEPT :** Accès sans peur aux services pour migrants en situation d'immigration précaire à Montréal  
**DURÉE :** Juin 2019 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Montréal assume à nouveau un rôle de leadership en s'engageant, d'ici 2030, à se montrer plus inclusive et efficace dans l'intégration professionnelle des nouveaux arrivants. La ville a inauguré « Montréal Inclusive au Travail » en 2019 et est aujourd'hui prête à en lancer la seconde phase (2022-2024). L'initiative a pour objectifs de formuler de manière holistique les politiques et les programmes aptes à lever les obstacles à l'intégration des immigrants et d'améliorer la capacité des employeurs à engager, intégrer et retenir les immigrants au travail. Déployée sur trois plans (éveiller, engager et équiper), l'initiative a mobilisé et organisé 60 PDG de Montréal Inc. à travers le cercle des employeurs de Montréal et mis au point une filière de micro-expérimentation avec les entreprises en vue d'une prise d'engagements concrets. Le public est sensibilisé à travers une campagne et un podcast « Journée Portes fermées ».

**DESCRIPTION DU PROJET** En 2017, Montréal a réaffirmé son engagement de protection et d'accessibilité des services à tous, indépendamment du statut de migration, s'adressant ainsi à la population estimée de 50 000 personnes vivant à Montréal sans papiers. La ville a ensuite adopté, en 2019, sa « politique d'accès aux services municipaux sans peur », basée sur un outil concret : la création d'une carte d'identité et de résidence. Durant la pandémie et malgré la fermeture des services municipaux, plus de 500 cartes ont été émises en 2020-2021, donnant à leurs titulaires migrants accès à la vaccination contre COVID-19, aux banques alimentaires et aux services bancaires, entre autres prestations. La ville a par ailleurs déployé une unité d'intervention et de protection des migrants pour faire face aux problèmes d'insécurité. Montréal intensifie ses efforts à cet égard et s'engage à agir sur quatre plans, de manière alignée sur la politique d'accès sans peur de la ville : 1) former les agents de police montréalais pour réduire le risque de dénonciation des personnes sans statut légal à l'Agence des services frontaliers du Canada, 2) promouvoir l'accès au service, 3) poursuivre le plaidoyer pour la régularisation du statut d'immigration et 4) financer directement des activités ciblant les personnes à statut d'immigration précaire.

## NADOR

Maroc  
Maire : Soulaïmane Azouagh

**CONCEPT :** Nador sociale et durable : ensemble co-construisons un contexte favorisant le dialogue interculturel et l'inclusion sociale des personnes migrantes  
**DURÉE :** Décembre 2019 – Octobre 2020



**CONCEPT :** Nador, une ville active pour vivre ensemble, promouvoir l'inclusion et l'interculturalité  
**DURÉE :** Mai 2020 – décembre 2021



**DESCRIPTION DU PROJET** Nador est passée à l'action pour renforcer l'inclusion socio-économique des migrants dans sa province, à travers un projet intitulé « Nador sociale et durable », en 2019-2020. S'inspirant du projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM) et de l'échange d'expériences et de pratiques au sein du réseau CGLU, la ville assume un rôle prédominant pour l'élargissement des espaces interculturels et du discours éthique et équitable sur la migration. Plus spécifiquement, le projet cherchait à renforcer la capacité d'au moins 40 journalistes et créateurs-narrateurs dans le cadre d'un processus d'amélioration en cours du dialogue interculturel et de la compréhension mutuelle. Le but était de contribuer à l'instauration de villes sociales et durables au Maroc, ainsi que de développer et d'améliorer la coopération entre les parties prenantes au niveau local, national, régional et international. Cette action est née de la recherche et de l'expérience d'ASTICUDE et d'ACPP, ainsi que du partage d'expériences et de pratiques dans le cadre des rencontres organisées par CGLU.

**DESCRIPTION DU PROJET** Nador est passée à l'action pour la promotion d'un discours réaliste et équitable sur l'immigration, dans le cadre de son développement en tant que ville sociale et durable du Maroc. À travers ce projet en 2020-2021, la ville a créé des espaces d'éducation voués au dialogue, à la compréhension mutuelle et à la démocratie participative. En se servant du véhicule de l'éducation, l'action encourage la sensibilisation civique et démocratique indispensable au soutien de la transformation sociale vers des sociétés plus justes et plus inclusives. Elle favorise aussi la promotion de la paix, de la tolérance et de la protection des droits des migrants. Des séminaires, des causeries, des débats et des expositions virtuelles ont été organisés pour engager les enfants et les adolescents. Le projet cherchait, durant sa première phase, à soutenir la discussion sur la vie ensemble, l'inclusion et l'interculturalité et, dans une deuxième phase, à mettre ces valeurs en pratique dans des espaces de réflexion et de participation démocratique. ACPP et ASTICUDE en ont assuré l'exécution.

## NAIROBI

Kenya

Maire : Anne Kananu Mwenda

**CONCEPT :** Nairobi, ville de choix

**DURÉE :** Janvier 2023 – décembre 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** Nairobi s'engage à mettre en œuvre une programmation propice à la participation et à l'emploi des migrants, des réfugiés et des communautés d'accueil aux fins de la durabilité environnementale et économique des zones les plus marginalisées de la ville. L'administration municipale commencera par effectuer une enquête de référence afin de cerner les besoins de qualification et d'emploi des communautés migrantes, réfugiées et déplacées vivant dans les quartiers informels de la ville. D'après les résultats de cette enquête, des stratégies de survie et de résilience seront élaborées de concert avec les communautés ciblées. L'administration municipale entend établir un centre d'innovation et mener des activités d'amélioration de l'espace public, en établissant notamment des zones commerciales légales, afin d'offrir de meilleurs débouchés aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées dans le cadre de la transition verte et juste de Nairobi. Ce projet bénéficiera de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## PARIS

France

Maire : Anne Hidalgo

**CONCEPT :** Projet « Migrations climatiques en milieu urbain : enjeux, représentations et inclusion » en collaboration avec la Ville de Paris

**DURÉE :** Janvier 2022 – décembre 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** Paris, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'Observatoire Hugo de l'Université de Liège, accompagne les villes dans une meilleure compréhension et prise en compte des impacts du changement climatique sur les migrations à destination et en provenance des zones urbaines, dans leurs efforts de planification urbaine et dans leurs politiques climatiques et migratoires. Le projet a pour principaux objectifs d'élargir la connaissance disponible sur les impacts du changement climatique sur les migrations à destination et en provenance des villes, de promouvoir l'échange de bonnes pratiques et d'accompagner les villes dans l'élaboration de politiques urbaines propices à une transition écologique juste et durable. Le projet vient s'ajouter au nombre grandissant d'initiatives entreprises au niveau international, comme celles du Conseil des maires sur les migrations et du C40 Cities Climate Leadership Group, pour guider et accélérer les réponses locales, nationales, régionales et mondiales au changement climatique et à la migration dans les villes, et pour accompagner les acteurs locaux dans l'élaboration de politiques urbaines inclusives.

## QUITO

Équateur

Maire : Santiago Guarderas Izquierdo

**CONCEPT :** Planification pour la mobilité humaine à Quito

**DURÉE :** Décembre 2021 - en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** Quito, en partenariat avec FUDELA, s'engage à élaborer et mettre en œuvre un « plan de district sur la mobilité humaine » avec la participation active des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le plan aura pour objectifs d'accroître le service offert à la population en état de mobilité humaine, de créer un espace communautaire partagé propice à l'inclusion socio-économique et d'ouvrir aux communautés migrantes et déplacées un canal de communication permanente qui leur permette d'influencer la planification urbaine. L'administration municipale entend organiser des ateliers participatifs afin d'identifier les difficultés auxquelles ces communautés se trouvent confrontées et d'assurer la coordination avec les pourvoeurs publics et non gouvernementaux d'aide sociale et humanitaire. L'administration municipale élargira et renforcera les services gratuits offerts par la ville pour atteindre les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Les services et les activités proposés comprendront des cours de formation professionnelle, un conseil juridique et des programmes de renforcement des réseaux d'accompagnement. Ce projet bénéficie de l'assistance du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés.

## SAN JOSÉ

Costa Rica

Maire : Licenciada Paula Vargas

**CONCEPT :** Processus des indicateurs de gouvernance locale de la migration à San José

**DURÉE :** Décembre 2020 - février 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** San José a participé au processus des indicateurs de gouvernance de la migration sur le plan local (IGM locaux) en 2020-2022, grâce auquel la municipalité a établi l'inventaire de ses politiques, structures et initiatives en place concernant les migrations. Les résultats de cette évaluation ont révélé clairement les enjeux et les possibilités, ainsi que l'importance de disposer de données désagrégées pour comprendre les tendances des migrations et cerner le profil des migrants qui arrivent dans la ville, afin d'offrir à cette population vulnérable une assistance différenciée. La municipalité a identifié ainsi la nécessité de renforcer la coordination avec le gouvernement national sur les questions de migration. De plus, l'exercice a mis en lumière l'importance de l'intégration des migrants dans les services municipaux et dans les programmes sociaux existants, ainsi que de l'inscription de la migration parmi les questions principales à aborder dans les plans de développement de la ville. Par cette démarche, la municipalité a pu préparer un plan d'action et définir des priorités d'action qui reflètent ses capacités et ses compétences.

## SAN JOSÉ, CALIFORNIE

États-Unis

Maire : Sam Liccardo

**CONCEPT :** Plan d'accueil à San José

Plan 2.0 : Vers l'inclusion citoyenne, économique, linguistique et sociale 2021–2024

**DURÉE :** Juillet 2021 – juin 2024



**DESCRIPTION DU PROJET** San José s'engage à suivre un plan stratégique d'action 2021–2024 au soutien et au service de la communauté immigrante de la ville. D'inspiration communautaire, le « Welcoming San José Plan » (Plan d'accueil de San José) consiste en un ensemble de 23 stratégies organisées autour de quatre grands piliers. Le plan a pour objectif de faciliter et d'accélérer l'inclusion des immigrants dans les aspects civiques, économiques, linguistiques et sociaux de la vie à San José, ainsi que de veiller à ce que les immigrants et les réfugiés soient engagés, respectés et aient l'occasion d'atteindre leur plein potentiel. Les quatre piliers du Plan d'accueil de San José sont : Leadership et communications, Accès et engagement, Possibilités éducatives et économiques et Communautés sûres. Les stratégies définies aideront à assurer que la race, le code postal, le statut et le pays d'origine n'entraînent pas les chances, le succès et les contributions d'aucun résident de San José. En combinaison avec la participation de la ville au programme « Certified Welcoming » de l'organisation Welcoming America, le Plan d'accueil de San José démontre de la part de la ville un engagement de suivi et évaluation, d'amélioration permanente, de partenariats, de conception de politique équitable et d'engagement communautaire, définissant ainsi le contexte local de mise en œuvre des objectifs des pactes PMM et PMR.

## SÃO PAULO

Brésil

Maire : Ricardo Nunes

**CONCEPT :** Plan municipal 2021–2024 de São Paulo sur les politiques applicables à la population immigrante

**DURÉE :** 2019–2024



**DESCRIPTION DU PROJET** En 2019, São Paulo a contribué à la phase pilote de l'Appel à l'action locale et s'est engagée à élaborer une politique municipale pour les migrants et les réfugiés. Dans son 1er Plan municipal de politiques pour la population immigrante, São Paulo s'est engagée à mener en 2021–2024 80 actions pour atteindre à l'unisson les objectifs des pactes PMM et PMR. Le plan a été élaboré avec la participation sociale directe des migrants et des réfugiés, conformément au cadre d'élaboration de politique pionnier de la ville. Le plan a soutenu les progrès suivants à São Paulo : 1) amélioration de la coordination grâce au lancement d'un cadre de suivi qui recueille les données des différents services municipaux, 2) amélioration du programme « Open Doors » (Portes ouvertes) de la ville pour assurer l'intégration économique et élargir l'accès des migrants aux cours d'apprentissage du portugais, 3) amélioration de l'accès aux services essentiels et barrage à la discrimination, en formant notamment plus de 2 300 employés de la ville à en assurer la prévention et à sensibiliser l'opinion sur les enjeux de la migration dans la ville, 4) protection des plus vulnérables par la mise en œuvre de la procédure municipale d'assistance aux victimes des formes contemporaines du travail forcé et 5) amélioration de la diplomatie internationale de la ville concernant les migrations par le biais d'efforts tels que le Conseil des maires sur les migrations, Le Mécanisme des Maires et la campagne « It Takes a Community » (Il faut une communauté) du FMMD.

## SFAX

Tunisie

Maire : Mounir Eloumi

**CONCEPT :** Projets de coopération multipartites de Sfax pour assurer l'accès des migrants aux services durant la pandémie de COVID-19

**DURÉE :** Mai 2022 – septembre 2020



**DESCRIPTION DU PROJET** Sfax a inauguré une réponse factuelle concertée aux situations de crise pour procurer aux migrants un accès stable aux services essentiels pendant la pandémie de COVID-19. Plus de 5 000 migrants vulnérables, dont 2 000 femmes, ont bénéficié de cette initiative entrepris en collaboration étroite avec diverses organisations de la société civile, associations de migrants, institutions universitaires, investisseurs et organisations gouvernementales et internationales. L'administration municipale a demandé au gouverneur de Sfax et à la direction régionale de la santé de garantir l'accès universel aux services de santé, y compris les tests COVID-19 et le traitement dans les hôpitaux, indépendamment du statut légal. En collaboration avec des acteurs tels que « Médecins du Monde », la ville a par ailleurs cherché à garantir un accès non discriminatoire aux services de santé. L'action du projet concerté a également veillé à la distribution de colis et de bons d'achat aux migrants vulnérables avec l'assistance de l'OIM, des associations d'étudiants migrants et du secteur privé, organisant du reste des campagnes d'information ciblant les plus isolés concernant les mesures de quarantaine et l'accès aux services essentiels, avec accompagnement direct des populations vulnérables en coordination avec l'OIM et Terre d'Asile Tunisie.

## STRASBOURG

France  
Conseil municipal de Strasbourg

**CONCEPT :** Manifeste pour un accueil digne des migrants vulnérables à Strasbourg  
**DURÉE :** 2019



## ZURICH

Suisse  
Maire : Corine Mauch

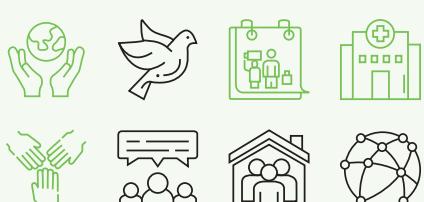
**CONCEPT :** Admission, accueil et aide aux réfugiés d'Ukraine à Zurich  
**DURÉE :** Février 2022 - en cours



**CONCEPT :** Aide humanitaire de Zurich aux réfugiés ukrainiens dans les pays voisins  
**DURÉE :** Avril 2022 - août 2022



**CONCEPT :** Vers un mécanisme global de coordination mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics entre les villes de Suisse et le gouvernement national en prévision du Forum mondial 2023 sur les réfugiés  
**DURÉE :** Novembre 2021- en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** En 2019, Strasbourg a contribué à la phase pilote de l'Appel à l'action locale, s'engageant à mettre en œuvre le Manifeste pour un accueil digne des personnes vulnérables adopté par le conseil municipal le 25 mars 2019. À travers ce manifeste, Strasbourg a poursuivi son approche de « ville hospitalière » établie en 2017 pour mieux répondre aux situations rencontrées par les migrants vulnérables et améliorer la coordination et les engagements dans l'écosystème des acteurs strasbourgeois (institutions, associations, résidents). Le manifeste représente un effort de transition pour passer, au-delà de la réponse d'urgence, à une approche durable et contribuer ainsi à l'accomplissement de l'un des principes fondamentaux de l'Agenda 2030 de l'ONU : « Ne laisser personne pour compte ».

**DESCRIPTION DU PROJET** Le gouvernement suisse a activé le statut de protection spécial « S » pour les réfugiés d'Ukraine, autorisant ainsi une admission rapide et une assistance pragmatique basées sur la reconnaissance collective des besoins de protection des citoyens ukrainiens. Le statut de protection « S » octroie, pour une durée d'un an (renouvelable), la protection d'une aide sociale et d'un accès au marché du travail suisse immédiatement après l'enregistrement. Le canton et la ville de Zurich opèrent la main dans la main avec le secrétariat d'État à l'Immigration, ainsi qu'avec des intervenants non étatiques et des particuliers, afin d'assurer l'harmonie et l'efficacité du processus d'enregistrement, d'hébergement, d'information et d'assistance. Alors que l'enregistrement et l'administration du statut de protection tombent sous le contrôle du gouvernement national, le canton et la ville de Zurich, en partenariat avec les organisations d'assistance sociale, se sont engagés à gérer un centre d'accueil et d'information, à identifier et à coordonner les efforts collectifs et privés d'hébergement et de bénévolat, à assurer les prestations sociales, faciliter l'inscription dans les écoles, organiser des permanences téléphoniques pour les réfugiés et le parrainage privé et offrir des transports publics gratuits aux réfugiés.

**DESCRIPTION DU PROJET** Avec un engagement financier de 500 000 francs suisses, la ville de Zurich s'engage à soutenir l'accueil et l'aide aux réfugiés dans les pays voisins de l'Ukraine, par le biais de contributions aux programmes d'aide humanitaire de l'organisation nationale de collecte caritative et aux quatre principales organisations de secours suisses. L'initiative vise principalement l'aide d'urgence aux réfugiés aux frontières de l'Ukraine avec ses pays voisins, la Roumanie, la Hongrie, la Moldavie, la Slovaquie et la Pologne. Le conseil municipal de Zurich considérera de nouvelles contributions financières à l'aide humanitaire à l'Ukraine en 2022.

**PROJECT DESCRIPTION** En Suisse, le gouvernement national et les administrations municipales ont entamé le dialogue en vue d'une entente commune sur le Pacte mondial sur les réfugiés. Étant donné la participation du maire de Zurich au Conseil des maires sur les migrations (CMM), la ville de Zurich entretient avec le gouvernement national des relations informelles ad hoc, concernant notamment sa représentation dans la délégation officielle suisse au FMR en 2019 et à la RHR en 2021. Il n'existe cependant pas de dispositif de coordination nationale structuré et inclusif (comprenant tous les GLR intéressés) propice à une réponse globale mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics concernant le processus de mise en œuvre et d'examen du PMR. Zurich s'engage à œuvrer en ce sens avec le gouvernement national et avec les villes suisses intéressées en vue du prochain FMR en 2023. L'objectif de cette action est d'établir un mécanisme structuré et inclusif, mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics, qui favorise une coordination et une collaboration plus efficaces entre les autorités nationales et locales aux fins de la mise en œuvre et de l'examen du PMR. Cette amélioration institutionnelle profitera aux réfugiés accueillis en Suisse ou assistés par elle à l'étranger.

## ANVITA (Association nationale des villes et territoires accueillants) France

**CONCEPT :** Projet ODDyssée – Sensibilisation des villes françaises aux migrations et aux ODD  
**DURÉE :** Janvier 2022 – décembre 2024



**CONCEPT :** Campagne des dirigeants locaux contre la désinformation sur les migrations en France  
**DURÉE :** Mars 2022 – avril 2022



**CONCEPT :** Cérémonies simultanées du parrainage de migrants, de réfugiés et de personnes déplacées.  
**DURÉE :** Décembre 2021



**DESCRIPTION DU PROJET** ANVITA s'engage à soutenir « ODDyssée, les migrations font bouger le monde ! », un projet d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale sur la question des migrations dans les villes de France. Le projet vise principalement à encourager l'ouverture des citoyens sur le monde et sur « l'Autre » et à sensibiliser l'opinion aux objectifs de développement durable (ODD) et aux apports positifs des migrations. Le projet s'organise autour de quatre grands axes : 1) sensibiliser la communauté éducative et les jeunes au rapport entre les migrations et le développement durable, 2) accompagner les élus locaux de différentes municipalités françaises membres de l'ANVITA concernant les enjeux « Migrations et Développement » afin de favoriser les initiatives de solidarités locales et internationales, 3) encourager les synergies et intégrer les jeunes, les acteurs éducatifs, le secteur à but non lucratif, les élus locaux et la recherche aux initiatives existantes qui visent à valoriser un discours informé sur les migrations et 4) exploiter et diffuser les outils, les ressources et autres supports du projet ODDyssée sur Internet. Ce projet est le produit d'un consortium sous la conduite de l'ONG Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

**DESCRIPTION DU PROJET** Pendant la période des élections présidentielles françaises de 2022, l'ANVITA a organisé une campagne de plaidoyer, durant laquelle les maires ont dénoncé les fausses informations qui circulent sur les migrations, encourageant du reste le discours ancré dans les faits. La campagne s'est organisée autour de deux grandes actions. D'abord, l'initiative « Des maires engagé-es pour l'accueil des exilé-es » présente les vidéos de cinq maires membres de l'association partageant leur engagement sur les cinq prochaines années. La maire de Poitiers a ouvert la série en répondant à la question : « Migrations en France : c'est un phénomène nouveau ? » Le maire de Grenoble a ensuite répondu à celle-ci : « Si on accueille bien, les migrant-es vont venir ? » Puis, le maire de Rouen, à cette question : « La France est-elle capable d'accueillir ? » Et la maire de Strasbourg à : « Depuis 2015, peut-on parler de crise migratoire ? » Enfin, le maire de Fontenay-sous-Bois a répondu à la question : « Plutôt accueillir les réfugié-es que les migrant-es ? » Chacun a présenté une vérification des faits, des remarques locales et nationales, suivies d'une proposition de mesure gouvernementale future. La seconde initiative, « Luttons contre la désinformation », propose une réaction rapide aux déclarations des candidats ou des partis politiques qui répandent de fausses informations pendant la campagne pour les élections présidentielles.

**DESCRIPTION DU PROJET** À l'occasion de la Journée internationale des migrants en 2021, l'ANVITA a coordonné des cérémonies de parrainage civil dans 20 administrations locales françaises, accueillant plus de 300 exilés dans des collectivités françaises. Les villes d'Arcueil, Barberaz, Clermont-Ferrand, Chambéry, de Cognin, Die, Grenoble, La Flèche, Louvigny, Lyon, Malakoff, Paris, Rouen, Saint-Baldoph, Strasbourg, Tours et Villeurbanne étaient au nombre des participantes. Plusieurs ont intégré ces cérémonies de parrainage à un programme plus large de célébration de la Journée internationale des migrants, les associant à la projection d'un film et à la diffusion de témoignages, entre autres initiatives. Le parrainage est symbolique et n'influence pas l'obtention d'un permis de séjour. Il encourage cependant l'opinion publique à rétablir les droits de citoyenneté des migrants et des réfugiés non régularisés et à reconnaître la nécessité d'une réforme des politiques sur les migrations et l'accueil. Pour l'ANVITA, cette action collective aura été l'occasion de plaider pour le droit à la citoyenneté, de mettre en lumière la situation des migrants en France et de contester la dégradation incessante des conditions d'accueil des personnes exilées en France.

**CONCEPT :** Campagne des élus locaux pour la convention des réfugiés et le respect des droits des réfugiés  
**DURÉE :** Juin 2021



**CONCEPT :** Guide de l'ANVITA pour une France accueillante – des pratiques territoriales inspirantes  
**DURÉE :** Janvier 2021 – en cours



**DESCRIPTION DU PROJET** En 2021, ANVITA a lancé une campagne de sensibilisation dans son réseau de villes françaises à l'occasion de la semaine mondiale des réfugiés, marquant le 70e anniversaire de la Convention de Genève de 1951 sur la protection des réfugiés. L'objectif principal en était d'informer l'opinion sur les engagements que la France a pris envers les réfugiés en signant la Convention de Genève et de sensibiliser aux enjeux actuels concernant le respect des droits des demandeurs d'asile en France. Pendant une semaine, les membres élus du réseau ANVITA ont rappelé les engagements de la France et ses infractions à la Convention de Genève. La campagne a bénéficié de l'expertise et de la collaboration de JRS France (Jesuit Refugee Service).

## C40 CITIES - CONSEIL DES MAIRES SUR LES MIGRATIONS Mondial

**CONCEPT :** C40 Cities et le Conseil des maires sur les migrations investissent dans l'accès aux objectifs du Programme d'action des maires du monde sur le climat et les migrations  
**DURÉE :** Juin 2021 – décembre 2023



**DESCRIPTION DU PROJET** L'ANVITA a publié un guide des pratiques inspirantes de ses collectivités administratives membres en termes d'accueil inconditionnel des personnes exilées. Ce guide répond à la question « Qu'est-ce qu'un territoire accueillant ? » pour soutenir et informer à la fois, les acteurs novices de l'accueil et de l'intégration des migrants et ceux plus chevronnés désireux d'approfondir leur connaissance. Sans se vouloir exhaustif, le guide aborde les pratiques et les systèmes qui laissent à désirer. Il offre un mode de partage de la connaissance entre les gouvernements locaux membres de l'ANVITA et une source d'inspiration aux autres autorités administratives locales, aux acteurs locaux désireux de soumettre une proposition à leur collectivité et aux autres intéressés par la question des politiques sur les migrations. Le rapport s'organise en trois parties, basées sur la notion commune de devenir une ville accueillante, telle que définie par l'Alliance Migrations. Les principaux axes en sont : 1) une vision de la migration ancrée dans l'interculturalité pour la reconnaissance des droits de tous, 2) l'accès universel aux droits et 3) la participation politique des résidents étrangers. Le guide pourra servir de base au plaidoyer national et à l'apprentissage intervilles, au bénéfice des membres de l'ANVITA pour l'avenir.

**DESCRIPTION DU PROJET** En leur qualité d'organisations de maires sur le climat et sur les migrations, respectivement, C40 Cities et le Conseil des maires sur les migrations ont joint leurs efforts et s'engagent à accélérer l'action mondiale sur les migrations imputables au climat. C40 et le CMM entendent investir, tout en élargissant la portée, dans les travaux de l'équipe spéciale qu'ils ont formée ensemble, la « C40-MMC Global Mayors Task Force on Climate and Migration » ou « C40-MMC Task Force », une initiative dirigée par les maires dans le but d'accélérer les ripostes mondiales au changement climatique et aux migrations. Ils seront guidés dans leurs efforts par le Programme d'action des maires du monde sur le climat et les migrations lancé à la COP26 en 2021 et qui énonce la vision collective d'une action climatique inclusive. En 2022–2023, C40 et le CMM entendent : 1) travailler ensemble à la réalisation du Plan d'action mondial des maires sur le climat et les migrations, 2) soutenir les solutions des villes aux gageures du climat et des migrations à travers une nouvelle section du Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés axée sur l'action inclusive pour le climat (GCF :ICA). Cette section apportera des ressources techniques et financières directes aux villes qui cherchent à répondre aux besoins des communautés migrantes et déplacées affectées par la crise du climat. Les actions proposées s'alignent sur les principes de l'Accord de Paris et du PMR. Le cas échéant, leur succès profitera directement à l'avancement des objectifs du PMM (principalement, les objectifs 2, 5, 7, 15, 16, 18, 19 et 23).

## FAMSI (Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale) Espagne, Maroc

**CONCEPT :** Projet « Tú También / اضيأ / تنأ » Project – Comprendre les mobilités infantiles, adolescentes et juvéniles dans les villes d'Andalousie et du Nord du Maroc  
**DURÉE :** Juin 2021 – en cours



**CONCEPT :** Campagne « La música nos mueve » dans les villes d'Andalousie  
**DURÉE :** Janvier 2021 – octobre 2022



**CONCEPT :** Projet « MOVE GREEN » dans les villes d'Andalousie et du Nord du Maroc  
**DURÉE :** Novembre 2021 – août 2024



**DESCRIPTION DU PROJET** Par son engagement au projet « #TÚTAMBIÉN / #تنأ اضيأ / » , FAMSI cherche à améliorer l'inclusion des migrants et la gestion des migrations dans les villes d'Andalousie et du Nord du Maroc, concernant principalement les enfants et les jeunes non accompagnés. Le projet comprend une campagne de sensibilisation à l'intention des gouvernements locaux. Il propose des occasions de formation, des échanges d'expériences et de capacités et des alliances internationales. En 2021, dans le cadre de leur soutien au projet, FAMSI et ses partenaires ont effectué et publié une étude d'évaluation des mobilités infantiles, adolescentes et juvéniles, ainsi que des interventions locales visant à améliorer l'inclusion, à soutenir la protection et à lutter contre la discrimination et le racisme à l'égard des enfants migrants dans les villes d'Andalousie et du Nord du Maroc. Le personnel technique de 42 administrations locales a été interviewé dans le cadre de cette étude, y compris cinq municipalités marocaines, six andalouses, l'association des municipalités de Campo de Gibraltar et le gouvernement provincial de Huelva.

**DESCRIPTION DU PROJET** FAMSI s'engage à mettre en œuvre la campagne « La música nos mueve » (La musique nous touche) dans le but de promouvoir les valeurs inclusives et d'encourager l'intégration des enfants et des jeunes migrants dans les villes d'Andalousie. Quarante jeunes migrants ont participé à des ateliers dans le cadre de cette campagne. En fin de campagne, ils participent à des concerts et enregistrent des clips vidéo avec des musiciens locaux dans différentes villes d'Andalousie, pour présenter leur travail et sensibiliser les membres des communautés hôtes à la situation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes qui ont vécu la migration. En 2022, le documentaire « *La musica nos mueve* » sortira sur la plateforme Filmin et sur d'autres du même genre. Ces ateliers font partie du projet #TÚTAMBIÉN/ #تنأ اضيأ (Toi aussi), organisé par FAMSI, avec le soutien et l'assistance financière de l'Agence andalouse de coopération au développement international, en collaboration étroite avec la Direction générale de l'Enfance sous le ministère de l'Égalité, des Politiques sociales et de la Conciliation.

**DESCRIPTION DU PROJET** FAMSI s'engage à soutenir le projet pilote « MOVE GREEN » pour la promotion de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise des jeunes dans les secteurs de l'économie verte, circulaire et renouvelable d'Andalousie et du Nord du Maroc. Le projet apporte aux jeunes une formation et des qualifications professionnelles, contribuant à la rétention des talents au Maroc. Le projet se déroule en quatre grandes phases : cartographie et mobilisation des parties prenantes, formation, stages et intégration au marché du travail. Le projet soutient en outre les échanges d'expériences de part et d'autre du Détroit de Gibraltar, sous la forme de visites d'entités publiques et privées engagées dans le secteur des énergies renouvelables et de l'économie verte et par l'organisation d'un séminaire international sur les politiques de coopération et d'innovation en région méditerranéenne. Le projet cherche à accroître la collaboration entre les institutions, le secteur privé et le secteur universitaire, ainsi qu'à renforcer les partenariats public-privé dans le secteur de l'économie verte et circulaire au niveau local et national.

**CONCEPT :** Projet « EMBRACIN » – Modèle d'inclusion complète des jeunes adultes migrants dans les villes d'Andalousie  
**DURÉE :** Janvier 2020 – décembre 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** FAMSI s'engage à soutenir l'accueil des jeunes adultes migrants dans les villes d'Andalousie à travers le projet « EMBRACIN », qui a reçu l'aval de la Commission européenne. EMBRACIN propose une nouvelle approche globale de l'accueil et de l'intégration des jeunes migrants ayant atteint l'âge de la majorité. Seize jeunes migrants, qui étaient auparavant pour la plupart sous tutelle et système de protection de l'État, bénéficient actuellement de ce projet dans les villes de Séville, de Jaén et de Cadiz. À travers ce projet, six professionnels représentant différentes disciplines (médecine, droit, assistance sociale, langues, enseignement et psychologie) accompagnent ces jeunes migrants dans leur transition vers la vie adulte et autonome. FAMSI, en tant que réseau d'administrations locales andalouses, soutient les services d'accueil et d'assistance globaux de ces jeunes, dans le but de les accompagner aussi complètement que possible dans leur transition à la vie adulte durant la phase intermédiaire entre l'accès à la majorité légale et la consolidation de leur autonomie personnelle.

## ALLEMAGNE - MÉCANISME DES MAIRES

**CONCEPT :** Localisation du Pacte mondial sur les migrations  
**DURÉE :** 2022



**DESCRIPTION DU PROJET** Le gouvernement allemand soutient Le Mécanisme des Maires du FMMD dans le déploiement de son Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés. L'appel est mis en œuvre en partenariat avec le HCR afin d'accroître la reconnaissance par les États et par les acteurs multilatéraux de l'impact transformateur des GLR sur la gouvernance des migrations. Il présente pour ce faire les approches locales de cette gouvernance et illustre les actions utiles à la réalisation des pactes PMM et PRM. L'Allemagne contribue à hauteur de 200 000 euros aux activités du Mécanisme des maires, y compris la publication de ce rapport. Cet engagement est lié à celui pris et présenté par Le Mécanisme des Maires du FMMD sous le titre « Le Mécanisme des Maires du FMMD s'engage à mettre en œuvre l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés, un outil pour accélérer la localisation du PPM et du PRM ».



Photo : Femme chargeant de l'eau à Koyefeché.  
Crédit : Samir Saliba

# RECOMMANDATIONS

Ce rapport illustre combien les GLR sont aux premières lignes quand il s'agit de gérer les réalités journalières de la migration et du déplacement forcé, et aux premières lignes aussi du leadership politique d'accompagnement des migrants et des réfugiés.

Les GLR montent de plus en plus à la scène mondiale et nationale pour y mettre en valeur leurs actions pragmatiques et leur volonté politique de solutions et réponses à la migration et au déplacement forcé axées sur la personne. La multitude d'actions soumises en réponse à l'Appel à l'action locale témoigne de cet engagement large, mondial et raisonné. Les urgences telles que la pandémie de COVID-19, les conflits en Afghanistan et en Ukraine et la crise du climat montrent bel et bien, en effet, que les approches orientées sur les communautés mènent à des solutions innovantes qui inspirent l'action à plus grande échelle.

Les GLR présentent un immense potentiel d'impact mondial, à l'heure où la communauté internationale se trouve face à des tendances de migrations et de déplacements forcés de plus en plus dirigées vers les villes.

Dans la pratique, ce potentiel demeure largement inexploité par les institutions nationales et mondiales. Les GLR sont souvent inhibés dans leur action par des mandats politiques limités ; ils ne disposent pas de filières de coordination qui leur permettent d'engager le dialogue avec d'autres niveaux gouvernementaux et ils se trouvent confrontés à la réalité de budgets municipaux durement comprimés par la COVID-19.

La consolidation et l'inclusion des GLR dans le processus décisionnel national, régional et mondial des politiques migratoires et l'accroissement des partenariats directs avec les GLR sont essentiels à la réponse au caractère de plus en plus urbain de la migration. Les GLR sont prêts à assumer ce rôle.

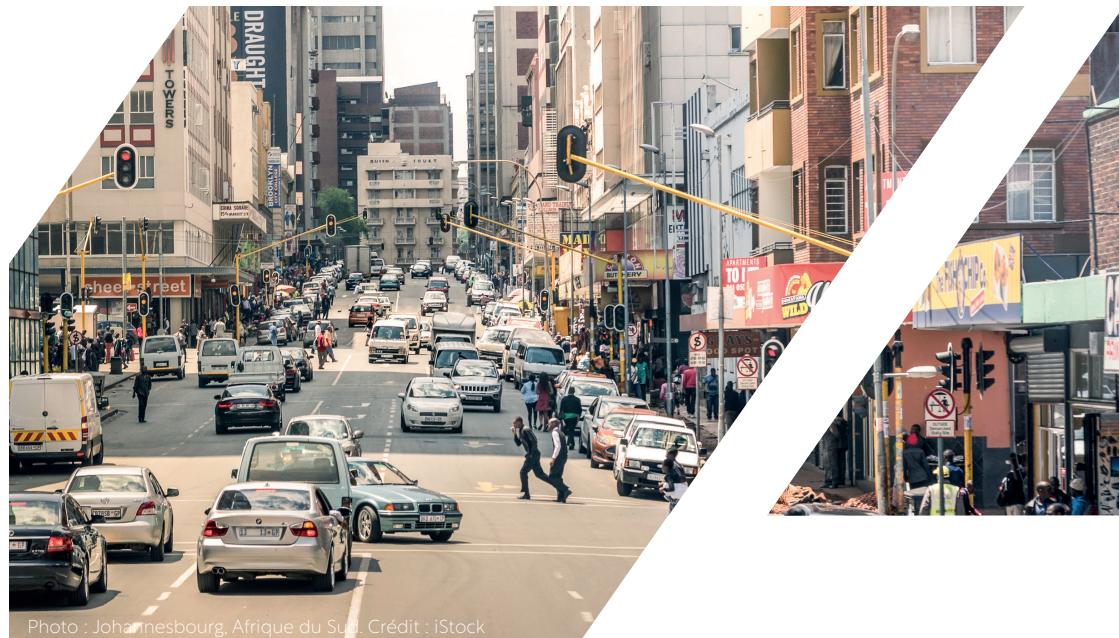


Photo : Johannesburg, Afrique du Sud. Crédit : iStock

## Comment y arriver, ensemble

### Les gouvernements nationaux et leurs organisations régionales doivent :

- **Mandater adéquatement les GLR et les doter de ressources suffisantes** pour mettre en œuvre les politiques locales conformément au cadre politique national et à l'engagement pris envers les objectifs mondiaux..
- **Consulter les GLR au niveau de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques sur la migration et le déplacement forcé**, y compris les politiques nationales, les examens nationaux volontaires des PMM et PMR et les engagements nationaux envers les deux pactes.
- **S'associer avec les GLR, en les invitant à se joindre aux délégations aux processus formels d'examen**, y compris en préparation au Forum mondial 2023 sur les réfugiés, aux examens régionaux du PMM en 2024 et au second Forum d'examen des migrations internationales en 2026.
- **Ajuster les modalités du prochain FEMI** de sorte que :
  - les GLR puissent participer utilement aux discussions, au même titre que les autres groupes de parties prenantes reconnus, conformément au « Programme commun » du Secrétaire général de l'ONU, dans lequel il appelle à un engagement plus systémique des gouvernements locaux et régionaux dans les processus internationaux en vue d'un système multilatéral plus robuste et plus inclusif, et que
  - les efforts des GLR pour l'élaboration de plans de mise en œuvre locale et d'examens locaux puissent être présentés au Forum, à l'image du processus FPHN.

### Le système onusien doit :

- **Reconnaître le mandat et l'engagement des GLR** à contribuer à la mise en œuvre des PMM et PMR et offrir dans les activités d'accompagnement onusiennes des modalités concrètes de partenariat, de conseil et d'investissement dans les GLR.
- **Ouvrir des filières utiles de consultation et d'engagement dans les mécanismes d'examen et de mise en œuvre des PMM et PMR**, de manière transparente et coordonnée, à l'image du FMMD concernant Le Mécanisme des Maires.
- **S'associer utilement aux GLR, à travers les Équipes de pays de l'ONU**, au titre de partenaires essentiels à la réalisation des Cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.
- **Encourager les gouvernements nationaux à suivre le principe de mobilisation de l'ensemble des pouvoirs publics**, en créant des dispositifs verticaux spécifiques de coordination et de consultation avec les GLR sur les migrations et le déplacement forcé.
- **Inclure les GLR au titre de partenaires ou bénéficiaires de fonds dirigés par le Réseau des Nations Unies sur les migrations et le HCR**, tels que le Migration Multi Partner Trust Fund, le Refugee Environmental Protection Fund ou d'autres fonds de réponse aux migrations et aux déplacements forcés.

### Les acteurs et bailleurs de fonds humanitaires et de développement doivent :

- **Créer des mécanismes de financement pour l'inclusion des migrants et des réfugiés auxquels les GLR aient directement accès**, comme le Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés, ou investir dans de tels fonds.



# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ANVITA	Association nationale française des villes et territoires accueillants
CGLU	Cités et gouvernements locaux unis
CMM	Conseil des maires sur les migrations
ELV	Examen local volontaire
ENV	Examen national volontaire
FAMSI	Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale
FEMI	Forum d'examen des migrations internationales
FMMD	Forum mondial sur la migration et le développement
FMV	Fonds mondial des villes pour les migrants et les réfugiés
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GLR	Gouvernements locaux et régionaux
GTF	Équipe mondiale de travail (« Global Task Force ») des gouvernements locaux et régionaux
IGM locaux	Indicateurs de gouvernance des migrations au niveau local
MC2CM	Migration Ville à Ville en Méditerranée
MM	Mécanisme des maires
OC	Organisation communautaire
ODD	Objectifs de développement durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations (ONU Migration)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PDI	Personne déplacée à l'échelle internationale
PMM	Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières
PMR	Pacte mondial sur les réfugiés
RHR	Réunion des hauts responsables
UE	Union européenne
UNHCR ou HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (Agence des Nations Unies pour les réfugiés)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance



# NOTES

- 1 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Rapport du Secrétaire général, Assemblée générale des Nations Unies, A/76/642 (27 décembre 2021), accessible sur [https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzb-dl416/files/resources\\_files/sgs\\_report\\_french.pdf](https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzb-dl416/files/resources_files/sgs_report_french.pdf)
- 2 UNHCR Statistics and Demographics Section, Global Trends Force Displacement in 2020, Copenhagen : UNHCR 2021, <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020>
- 3 « Urbanisation et migration », Portail sur les données migratoires, Dernière mise à jour le 6 mai 2021, <https://www.migrationdataportal.org/themes/urbanisation-et-migration>
- 4 World Urbanization Prospects », United Nations Department of Economic and Social Affairs, May 16, 2018, <https://www.un.org/development/desa/publications/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html?msclkid=ff21b96acf-b011ec8458b0bd1e97feed>
- 5 « Déclaration de New York », ONU, Réfugiés et migrants, <https://refugeesmigrants.un.org/declaration>
- 6 Pacte mondial sur les réfugiés, Assemblée générale des Nations Unies, 17 décembre 2018, accessible sur <https://www.unhcr.org/theglobal-compact-on-refugees.html>. Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Assemblée générale des Nations Unies, 19 décembre 2018, accessible sur <https://refugeesmigrants.un.org/migration-compact>
- 7 Déclaration des maires à Marrakech, Forum mondial des maires, 5e Forum des maires sur la mobilité humaine, la migration et le développement, 8 décembre 2018, accessible sur [https://www.gfmd.org/files/documents/mf5\\_declarati-on\\_fr.pdf](https://www.gfmd.org/files/documents/mf5_declarati-on_fr.pdf)
- 8 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Rapport du Secrétaire général, Assemblée générale des Nations Unies, A/76/642 (27 septembre 2021), accessible sur [https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzb-dl416/files/resources\\_files/sgs\\_report\\_french.pdf](https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzb-dl416/files/resources_files/sgs_report_french.pdf)
- 9 « Global Cities Fund », Mayors Migration Council, <http://www.mayorsmigrationcouncil.org/gcf>
- 10 Towards the Localization of the SDGs. Sustainable and Resilient Recovery Driven by Cities and Territories. Local and Regional Government's Report to the 2020 HLPF 5th Report, Global Taskforce of Local and Regional Governments, and United Cities and Local Governments, 2021, [https://gold.uclg.org/sites/default/files/hlpf\\_2021.pdf](https://gold.uclg.org/sites/default/files/hlpf_2021.pdf) « Cities Race to Zero », C40 Knowledge Hub, [https://www.c40knowledgehub.org/s/cities-race-to-zero?language=en\\_US](https://www.c40knowledgehub.org/s/cities-race-to-zero?language=en_US)
- 11 Shawarbeh, Yousef et al. « Mayors' Letter to UNHCR », 6 décembre 2017, lettre des maires au HCR signée par les villes d'Amman, Athènes, Atlanta, Barcelone, Bristol, Chicago, District of Columbia, Dallas, Gothenburg, Los Angeles, Milan, Montréal, New York City, Paris, Philadelphie, Providence et l'Immigrants Rights Commission de San Francisco, [https://issuu.com/brookings/docs/mayors\\_\\_letter\\_to\\_unhcr\\_w\\_signatori](https://issuu.com/brookings/docs/mayors__letter_to_unhcr_w_signatori)
- 12 « A Dialogue on How City Leadership views the Global Compact », International Peace Institute, 11 mai 2018, <https://www.ipinst.org/2018/05/how-city-leadership-views-the-global-compact#3>
- 13 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Assemblée générale des Nations Unies, 19 décembre 2018, paragraphe 15(i), accessible sur <https://www.ohchr.org/fr/migration/global-compact-safe-orderly-and-regu-lar-migration-gcm>
- 14 « It takes a community campaign », It takes a community, <https://www.ittakesacomunity.org/>
- 15 Outcome Report – Cities and their contribution to the Global Compact on Refugees, Global Task Force on Migration, and UNHCR, septembre 2021, accessible sur <https://www.unhcr.org/en-us/publications/brochures/619788ff4/outco-me-report-cities-contribution-global-compact-refugees-2021.html>
- 16 High-Level Officials Meeting Summary of the Roundtable on Partnerships, UNHCR, 25 novembre 2011, accessible sur <https://www.unhcr.org/61a1514b4.pdf>
- 17 « Déclaration de Mme Fatma ŞAHİN - Turquie », UNHCR USA, accessible sur <https://www.unhcr.org/en-us/events/conferences/61c2f87e4/statement-turkey-ms-fatma-sahin-turkish.html>
- 18 Ibid
- 19 Déclaration des Gouvernements locaux et régionaux en réponse au Rapport du Secrétaire général sur le PMM, Équipe spéciale mondiale des Gouvernements locaux et régionaux, 16 février 2022, <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/news/gtf-mm-unsg-response>
- 20 À paraître sur <https://migrationnetwork.un.org/migration-network-hub>
- 21 Déclaration ministérielle du segment de haut niveau de la session 2021 du Conseil économique et social et du forum politique de haut niveau 2021 sur le développement durable, convoqué sous les auspices du Conseil, sur le thème « Reprise durable et résiliente après la pandémie de COVID-19 qui promeut les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable : tracer une voie inclusive et efficace pour la réalisation de l'Agenda 2030 dans le contexte de la décennie d'action et de mise en œuvre pour le développement durable », Forum politique de haut niveau 2021 sur le développement durable, accessible sur [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/28872MD\\_9\\_July\\_2021\\_FINAL.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/28872MD_9_July_2021_FINAL.pdf)
- 22 Forum politique de haut niveau sur le développement durable du groupe organisé des gouvernements locaux et régionaux. Équipe de travail mondiale des Gouvernements locaux et régionaux et Cités et gouvernements locaux unis. [https://www.uclg.org/sites/default/files/joint\\_statements\\_2021.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/joint_statements_2021.pdf)



# BIBLIOGRAPHIE

C40 Cities. « Cities Race to Zero. » C40 Knowledge Hub. [https://www.c40knowledgehub.org/s/cities-race-to-zero?language=en\\_US](https://www.c40knowledgehub.org/s/cities-race-to-zero?language=en_US)

Global Forum on Migration and Development (Forum mondial sur la migration et le développement). « About the GFMD » (A propos du FMMMD) En anglais sur <https://www.gfmd.org/>

Forum mondial sur les maires. Marrakech Mayors Declaration (Déclaration des maires à Marrakech). Cities working together for migrants and refugees (Villes ensemble pour les migrants et les réfugiés). 8 décembre 2018. En anglais sur <https://static1.squarespace.com/static/5df133ed-5c523d063ce20693/t/5ea5fe595aaf842048077e95/1587936857584/Marrakech+Mayors+-Declaration.pdf>

Équipe de travail mondiale des gouvernements locaux et régionaux et Cités et gouvernements locaux unis (UCLG). Joint Statement to the 2021 High-Level Political Forum on Sustainable Development (Déclaration commune au Forum politique de haut niveau 2021 sur le développement durable). En anglais sur [https://www.uclg.org/sites/default/files/joint\\_statements\\_2021.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/joint_statements_2021.pdf)

Équipe de travail mondiale des gouvernements locaux et régionaux et Cités et gouvernements locaux unis (UCLG). Towards the Localization of the SDGs (Vers la localisation des ODD). Sustainable and Resilient Recovery Driven by Cities and Territories. Local and Regional Government's Report to the 2020 HLPF 5th Report. 2021. En anglais sur [https://gold.uclg.org/sites/default/files/hlpf\\_2021.pdf](https://gold.uclg.org/sites/default/files/hlpf_2021.pdf)

Équipe de travail mondiale des gouvernements locaux et régionaux et Mécanisme des maires. Statement by the Local and Regional Governments Constituency in Response to the Secretary /General's Report on the GCM (Déclaration commune des gouvernements locaux et régionaux en réponse au rapport du Secrétaire général sur le PMM). 16 février 2022. En anglais sur <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/news/gtf-mm-unsg-response>

Global Task Force on Migration et UNHCR. Outcome Report – Cities and their contribution to the Global Compact on Refugees. (Rapport final - Les villes et leur contribution au Pacte mondial sur les réfugiés) Septembre 2021. En anglais sur <https://www.unhcr.org/en-us/publications/brochures/619788ff4/outcome-report-cities-contribution-global-compact-refugees-2021.html>

Centre international pour le développement des politiques migratoires. « Migrations ville-à-ville en Méditerranée (MC2CM) ». En anglais sur <https://www.icmpd.org/our-work/projects/mc2cm#:~:text=The%20Mediterranean%20City%2Dto%2DCity,to%20basic%20services%20and%20human>

Organisation internationale pour les migrations (OIM - ONU Migration). Page principale sur <https://www.iom.int/fr>

International Peace Institute. « A Dialogue on How City Leadership views the Global Compact. » 11 mai 2018. En anglais sur <https://www.ipinst.org/2018/05/how-city-leadership-views-the-global-compact#14>

It takes a community (Il faut une communauté). Page principale. <https://www.ittakesacomunity.org/fr>

Mayors Mechanism (Mécanisme des maires). « Engaging Local Governments in the GFMD for Local Solutions and Innovative Action » (Engagement des gouvernements locaux au FMMMD pour des solutions locales et une action innovante). En anglais sur <https://www.mayorsmechanism.org/>

Mayors Mechanism (Mécanisme des maires). « A Call to Local Action for Migrants and Refugees » (Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés). En anglais sur <http://localaction.mayorsmechanism.org/>

Mayors Migration Council (Conseil des maires sur les migrations). Page principale. En anglais sur <https://www.mayorsmigrationcouncil.org/>

Mayors Migration Council (Conseil des maires sur les migrations). « Global Cities Fund » (Fonds

mondial des villes). En anglais sur <http://www.mayorsmigrationcouncil.org/gcf>

Portail sur les données migratoires. « The Local MGI » (IGM locaux). En anglais sur <https://www.migrationdataportal.org/local-mgi>

Portail sur les données migratoires. « Urbanisation et migration. » Dernière modification au 6 mai 2021. <https://www.migrationdataportal.org/themes/urbanisation-et-migration>

Shawerbeh, Yousef, Giorgos Kaminis, Kasim Rees, Ada Colau Ballano, Marvin Rees, Rahm Emanuel, Muriel Browser, Mike Rawlings, Ann-Sofie Hermansson, Eric Garcetti, Giuseppe Sala, Valerie Plante, Bill de Blasio, Anne Hidalgo, James Kenney, Jorge Elorza et Immigrants Rights Commission. Mayors' Letter to UNHCR (Lettre des maires au HCR). ISSUU. 6 décembre 2017. En anglais sur [https://issuu.com/brookings/docs/mayors\\_letter\\_to\\_unhcr\\_w\\_signatori](https://issuu.com/brookings/docs/mayors_letter_to_unhcr_w_signatori)

Cités et Gouvernements Locaux Unis. Page principale. <https://www.uclg.org/>

ONU. « High-Level Political Forum on Sustainable Development » (Forum politique de haut niveau sur le développement durable). Sustainable Development Goals Knowledge Platform. En anglais sur <https://sustainabledevelopment.un.org/hlfp>

Local 2030. Localisation des ODD. <https://www.local2030.org/>

ONU. « Forum d'examen des migrations internationales. » <https://www.un.org/fr/migration2022/>

ONU. « Déclaration de New York. » ONU Réfugiés et migrants. <https://refugeesmigrants.un.org/declaration>

ONU, Programme commun. Rapport du Secrétaire général des Nations Unies « Notre programme commun ». New York : ONU, 2021. <https://www.un.org/fr/content/common-agenda-report/>

ONU, Département des affaires économiques et sociales. « World Urbanization Prospects. » 16 mai 2018. En anglais sur <https://www.un.org/development/desa/publications/2018-revision-of-world-urbanization-prospects.html?msclkid=ff21b96acf011ec8458b0bd1e97feed>

ONU, Assemblée générale. Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Rapport du Secrétaire général. A/76/642 (27 septembre 2021). Sur [https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbd1416/files/resources\\_files/sgs\\_report\\_french.pdf](https://migrationnetwork.un.org/sites/g/files/tmzbd1416/files/resources_files/sgs_report_french.pdf)

ONU, Assemblée générale. Pacte mondial sur les réfugiés. A/RES/73/151 (17 décembre 2018). Accessible depuis <https://www.unhcr.org/the-global-compact-on-refugees.html>

ONU, Assemblée générale. Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. A/RES/73/195 (19 décembre 2018). Accessible depuis <https://refugeesmigrants.un.org/migration-compact>

UNHCR. Page principale. <https://www.unhcr.org/fr/>

UNHCR. « Forum mondial sur les réfugiés. » <https://www.unhcr.org/fr/forum-mondial-sur-les-refugies.html>

UNHCR. « Réunion des hauts responsables. » <https://www.unhcr.org/fr/reunion-de-haut-niveau.html>

UNHCR. Réunion des hauts responsables. Résumé de la table ronde sur les partenariats. 25 novembre 2021. En anglais sur <https://www.unhcr.org/61a1514b4.pdf>

UNHCR Statistics and Demographics Section (Section Statistique et Démographie). Global Trends Force Displacement in 2020 (Tendances mondiales sur le déplacement forcé en 2020). UNHCR 2021. En anglais sur <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020>.

UNHCR USA. « Statement of Turkey Ms Fatma ŞAHİN » (Déclaration de la Turquie - Mme Fatma ŞAHİN) <https://www.unhcr.org/en-us/events/conferences/61c2f87e4/statement-turkey-ms-fatma-sahin-turkish.html>

UNHCR et Migration Policy Group. « Effective Inclusion of Refugees : participatory approaches for practitioners at local level » (Inclusion efficace des réfugiés : approches participatives à l'intention des praticiens au niveau local). UNHCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés. En anglais sur <https://www.unhcr.org/effective-inclusion-of-refugees.html>

Réseau des Nations Unies sur les migrations. « Migration Week » (Semaine de la migration). En anglais sur <https://migrationnetwork.un.org/migration-week>

Réseau des Nations Unies sur les migrations. « Regional Reviews » (Examens régionaux). En anglais sur <https://migrationnetwork.un.org/regional-reviews>

Réseau des Nations Unies sur les migrations. « Renforcement du système des Nations Unies pour la mise en œuvre du PMM. » <https://migrationnetwork.un.org/fr/node/57>



# REMERCIEMENTS

La préparation de ce rapport revient à Maggie Powers (Conseil des maires sur les migrations), avec l'aide de Synne Bergby, de Virginia Gravalos et d'Ida Z. Lien (Urban-A).

Le rapport bénéficie amplement des contributions et du leadership du Mécanisme des maires et de nos partenaires à l'Appel à l'action locale pour les migrants et les réfugiés, dont Sophie van Haasen et Pablo Mariani (Mécanisme des maires), Fatima Fernandez et Prachi Metawala (Cités et gouvernements locaux unis), Cecilia Cantos, Sarah Doyle, Audrey Hickcox, Joanne Ivine et Yoselyn Del Carmen Manzano (ONU Migration) et Claire Roberts Lamont et Ana Carolina Pinto Dantas (Agence de l'ONU pour les réfugiés).

Le Mécanisme des Maires tient à remercier les gouvernements locaux et régionaux et les réseaux de villes pour leurs soumissions d'actions utiles à ce rapport. Ensemble, nous pouvons véritablement démontrer que l'action locale, c'est un impact mondial.



Photo : Esteban Echevarria, Colombie. Crédit : Municipalité de Esteban Echevarria



Action locale. Impact mondial.  
#Call2Action #Migration2022 #WithRefugees

[localaction.mayorsmechanism.org](http://localaction.mayorsmechanism.org)